

**MERCREDI 13 AVRIL 2016**

*"En route vers la dépression économique finale."*

- = **De l'érosion douce, du déclassement, à la falaise de Sénèque.** (Patrick Reymond) p.1
- = **L'effondrement économique fissure de partout dans le monde. Ceux qui en ont conscience commencent à s'affoler** (Michael Snyder) p.3
- = **L'effondrement économique est en éruption sur toute la planète alors que les leaders mondiaux commencent à paniquer** p.11
- = **De l'argent facile à la destruction de la civilisation** p.17
- = **Les banques centrales ne parviennent pas à détruire leurs devises** (Mish) p.24
- = **Hausse de 3% du pétrole** (Bruno Bertez) p.27
- = **Le numéro un américain du charbon en faillite** p.27
- = **En Autriche, faillite d'une banque et perte de 54% pour les créanciers** (Charles Sannat) p.30
- = **Oui, le dollar devrait s'appuyer sur l'or...** (Bill Bonner) p.32
- = **« Tu vas mourir, mais avant tu en baveras, et en plus tu n'y comprendras rien ! »** p.35
- = **Agir aujourd'hui ou rechuter demain** (Jean-Marc Vittori) p.36
- = **L'illusion de la relance pour retrouver l'opulence** (Jean-Marc Vittori) p.37
- = **LES BANQUES, PLANCHES DE SALUT OU PLANCHES POURRIES ?** (François Leclerc) p.38
- = **Le temps est venu d'investir pour la stagflation** (Michael Pento) p.41
- = **Les économistes à l'épreuve de l'abondance** (James B. DeLong) p.43
- = **Disparition de la vie sauvage : « Dis maman, c'était quoi, un papillon ? »** p.47
- = **Économies émergentes en déclin : Le ciel serait-il tombé sur la tête des nouveaux pays industrialisés ?** p.49
- = **Embourbés** (Thomas Veillet) p.51



## **De l'érosion douce, du déclassement, à la falaise de Sénèque.**

Patrick Reymond 13 avril 2016

Deux articles du saker, [un sur JM Jancovici](#). Un [autre sur Trump](#) et l'effondrement. Visiblement, dans l'élite on accepte très bien la situation actuelle.

Forcément, les élites ne souffrent pas, pour elles tout baigne, le seul problème c'est le populo, qui sombre dans le populisme. Et le populisme, c'est pô bien.

Donc, si je résume, vouloir défendre ses intérêts, quand on appartient au 1%, c'est justifié. Pour le populo, c'est pas justifié.

Exit la démocratie, il faut un capitaine qui prenne les décisions impopulaires.

Le seul problème, c'est que l'histoire, ça ne fonctionne pas comme ça. Le seul dictateur qui se maintient, c'est celui qui donne du grain à moudre à son peuple.

Les empereurs romains aimaient bien les assemblées des tribus. Elles n'étaient pas utiles souvent, mais facilement achetables ; quand on avait des sénateurs à massacrer, ils s'en chargeaient, et se partageaient les proies. Dans le respect de la loi, bien sûr. Par exemple, il était interdit de tuer les vierges. Elles ne l'étaient plus

quand elles étaient mises à mort.

Le blabla des économistes n'est pas anodin. Si on parlait, comme dans les années 1950, avec les batteries de productions physiques, on verrait tout de suite le problème. Notamment avec les comparatifs sur plusieurs années. Ce que j'essaie de faire. Et pas sur une croissance, éventuelle, alors qu'on a oublié si facilement la décroissance pas rattrapée de la veille.

Cher Jancovici, ces économistes, ils sont comme vous pour le nucléaire, un courtisan. Et le courtisan ne peut déplaire, en disant la vérité. Le dernier fou en fonction existait sous Louis XIV. C'était un fou fort sérieux, mais qui disait la vérité. Mort, il ne fut pas remplacé. Vauban imagina donc la statistique pour dire la vérité au Roi. Aujourd'hui, la statistique est tronquée.

Les primaires US ont permis l'émergence de Trump, mais aussi de Cruz, et de Sanders. Tous trois symptômes que le système est en train de s'effondrer.

*"Trump n'a vraiment rien d'inattendu. Il est un symptôme de la panne en cours du pacte social aux États-Unis et partout dans l'Ouest. "*

Contrairement à ce qu'il est dit, l'URSS s'est effondrée PARCE QU'ELLE N'AVAIT PLUS ASSEZ DE RESSOURCES NATURELLES DISPONIBLES POUR SES BESOINS - grands-. Les USA sont dans la même situation.

Intrinsèquement, disposer de 9 millions de barils jour de pétrole, d'une capacité de production de 1000 millions de tonnes de charbon, ce n'est pas manquer d'énergie. C'est toutefois insuffisant pour combler les attentes de la population, d'une population habituée à autre chose qu'à un niveau de vie de 1873.

D'ailleurs, contrairement à ce que dit Jancovici, puissance industrielle et énergie fossile ne vont pas forcément ensemble. Les USA furent première puissance économique cette année là, et le fossile ne devint prédominant que dans la décennie 1880.

Mais les américains ne vivent plus aux temps de Scarlett.

On nous prévoit un "nouveau" président, genre Juppé et sa retraite à 65 ans. (Pour la sauver, bien entendu), je ne suis pas devin, mais les favoris, aux USA, qui avaient donné tant de gages au système, dont le très coûteux Jeb Bush, ont complètement fait long feu, et il ne reste en course qu'une Clinton, et encore s'avère t'elle foireuse au possible.

Un président, en France, est élu pour 5 ans. Visiblement, la question de sa ré-élection n'existe plus. Sarkozy a été balayé, Hollande est désormais enterré, avec une courbe de popularité qui va bientôt trouver du pétrole.

Tant qu'on n'aura pas un pouvoir capable de poser le problème sur la table, on aura un pouvoir qui va s'user de plus en plus vite. Bien sûr qu'on ne va pas être capable de maintenir le train de vie pour tout le monde. Mais avant, il faut supprimer impérativement la Jet Set. Il faut impérativement baisser drastiquement les loyers. La question des loyers dans la cité avait déjà été posé par Hamilcar Barca. Cela impose aussi de revoir la tolérance vis-à-vis de la délinquance.

*"La stratégie du vol à coût constant est éphémère, car elle ne vaut que tant que le coût de gardiennage est supérieur au coût de l'assurance, par exemple, mais rapidement, ceux qui possèdent des ressources vont les défendre très agressivement et les voleurs vont perdre une grande partie de leur avantage avec l'effet de surprise – et ils ne perdront qu'une fois. La mort est au bout de cette stratégie."*

Magistrature, classe dirigeante, sont déphasées. Elles sont encore dans un monde d'avant, alors que tout a changé.

Comprennent ils combien ces migrants exaspèrent ?

De plus, comme il est visible dans le cas du charbon, caricatural au USA (grosses réserves, mais effondrement de la production), le système économique se révèle autophage.

Les représentants officiels de la classe dirigeante sont de plus en plus pathétiques et repoussoirs. Juncker est sans doute très responsable du vote néerlandais contre l'accord ukrainien.

## **L'effondrement économique fissure de partout dans le monde. Ceux qui en ont conscience commencent à s'affoler**

**Michael Snyder , publié par: BusinessBourse Le 12 Avril 2016**

**Les grands médias commencent déjà à utiliser l'expression "effondrement économique" pour décrire ce qui se passe dans certaines parties du monde en ce moment.**

Pour beaucoup d'Américains, cela peut sembler un peu étrange, mais la vérité est que le ralentissement économique mondial qui a commencé au cours de la seconde moitié de l'année 2015 commence à s'aggraver. Dans cet article, nous allons examiner l'évidence même de cet effondrement avec la situation économique en Amérique du Sud, en Europe, en Asie et en Amérique du Nord. Une fois que nous aurons terminé, vous trouverez évident qu'il n'y a absolument aucune raison d'être optimiste quant à la trajectoire que prend l'économie mondiale actuellement. **Les**

**avertissements de tant d'éminents experts** sont en train de se matérialiser et donc de devenir réalité, et ce que nous avons vu jusqu'à présent ne sont que les prémisses d'une terrible crise économique qui aura une incidence sur chaque homme, femme et enfant dans le monde entier.

Commençons par le Brésil. C'est la 7<sup>ème</sup> plus grande économie au monde, et elle endure déjà sa pire récession depuis 25 ans. En fait, à la fin de l'année 2015, Goldman Sachs avait déclaré que ce qui se passait là-bas était en fait une **“dépression”**.

Mais maintenant, la crise au Brésil s'est aggravée significativement.

Je veux partager avec vous l'extrait d'un article récent intitulé “Brésil: l'effondrement économique est pire qu'on ne le craignait”. Je sais, ce titre sonne comme s'il venait directement du site **“The economic collapse blog”**, mais je ne l'ai pourtant pas écrit.

En réalité, **cet article provient de CNN...**

Au milieu du chaos politique, l'effondrement économique du Brésil est pire que ce qu'avait prévu son gouvernement.

Au milieu des appels croissants à la destitution de la présidente Dilma Rousseff, la banque centrale du Brésil a annoncé jeudi qu'elle s'attendait maintenant à ce que l'économie du pays se contracte de 3,5% cette année.

C'est pire que l'estimation précédente de la banque centrale qui prévoyait une contraction de 1,9%. Ces prévisions plus sombres correspondent à ce que le Fonds monétaire international(FMI) avait prévu pour le Brésil – le plus grand pays d'Amérique latine – et c'est aussi ce que beaucoup d'économistes indépendants suspectaient.

C'est une chose lorsque Michael Snyder vous dit que le Brésil est en train de “s'effondrer économiquement”, mais c'est tout autre chose lorsque c'est CNN qui le dit.

Et bien sûr, j'ai alerté au sujet de la crise brésilienne depuis un certain temps maintenant. Pour obtenir des informations supplémentaires sur ce sujet, lisez mon précédent article intitulé **“L'effondrement économique de l'Amérique du Sud est sur la bonne voie !”**.

Pendant ce temps-là, les choses sont en réalité bien pire au Venezuela qu'elles ne le sont au Brésil. Le Venezuela fait face à une pénurie de nourriture et de produits

de base, le taux d'inflation a atteint 720 %, et la criminalité est devenue hors de contrôle.

Ce qui suit provient d'un article du quotidien généraliste britannique *The Independent* intitulé **“Le Venezuela est au bord de l'effondrement économique complet”**...



La seule question qu'il faut se poser à l'heure actuelle est de savoir si c'est le gouvernement ou bien l'économie du Venezuela qui s'effondrera complètement en premier.

Le mot clé est “complètement”. Les deux sont bien en train d'agonir. En effet, le parti au pouvoir vient de perdre les élections législatives, ce qui a donné à l'opposition le droit de lancer un vote de censure contre le vice-président ou l'un des ministres, et il est difficile de voir comment cela pourrait s'améliorer pour eux dans l'immédiat – voire même jamais.

Pour les nouveaux, la tendance n'a pas l'air si favorable car selon le Fonds monétaire international, l'économie s'est contractée de -10 % en 2015, les prévisions ne sont guère plus optimistes pour 2016 (-6%), et l'inflation explose à 720 %. Pas étonnant, alors, que les marchés s'attendent à ce que le Venezuela fasse défaut sur sa dette dans un avenir très proche. Le pays est fondamentalement en faillite.

Une fois encore, nous voyons un grand média respecté tel que le quotidien britannique **“The Independent”** utiliser l'expression **“effondrement économique”** pour décrire ce qui se passe en Amérique du Sud actuellement.

Vous pouvez trouver une vidéo étonnante du **“désastre économique”** qui se déroule au Venezuela sur youtube. Je vous encourage à regarder cette vidéo que j'ai placé ci-dessous, parce que ce qui se passe là-bas, finira par arriver aux Etats-



Unis.



<https://youtu.be/UOQb7Y5QVO8>

Pendant ce temps-là, en Europe, l'effondrement du système bancaire italien est entré dans une nouvelle phase inquiétante. Le ministre italien des Finances a convoqué une réunion à Rome lundi axée sur un **plan de sauvetage de la "dernière chance"** pour les banques en difficulté...

Le ministre des Finances Pier Carlo Padoan a convoqué une réunion à Rome lundi avec les dirigeants de grandes institutions financières italiennes afin d'accepter les derniers détails du plan de sauvetage de la "dernière chance".

Pourtant, à la veille de cette rencontre, des inquiétudes subsistent quant à savoir si le plan sera suffisant pour isoler la plus faible des grandes banques italiennes, Monte dei Paschi di Siena, de la contagion, selon les personnes impliquées dans les pourparlers.

Les actions bancaires italiennes ont perdu près de la moitié de leur valeur cette année du fait des préoccupations des investisseurs par rapport aux 360 milliards d'euros de créances douteuses – équivalent à 20 % du PIB.

Bien que l'Italie s'enfonce dans un chaos financier, le reste du continent européen

mérite une attention particulière. N'oubliez pas qu'**un effondrement des banques italiennes menacerait de faire plonger dans le chaos le système financier européen**. Depuis la publication de cet article par Michael Snyder, un fonds structurel pour aider les banques italiennes fragiles a été créé mais **selon Jacques Sapir, cette création n'est absolument pas rassurante**.

Vous souvenez-vous combien il avait été difficile de sauver la Grèce pour le reste de l'Europe ?

Eh bien, la Grèce est la 44<sup>ème</sup> plus grande économie au monde et l'Italie est la 8<sup>ème</sup>.

Il serait difficile d'exagérer la gravité de ce qui se passe en Europe, et il ne s'agit pas seulement de l'Italie. Partout sur le continent des grandes banques sont en grande difficulté, et le président de la seconde banque de détail en France (*BPCE: Banque Populaire et la Caisse d'Epargne*) a récemment déclaré aux journalistes: **“je suis beaucoup plus inquiet que je ne l'étais en 2009”**.

Et il y a de très bonnes raisons d'être inquiet. Il y a 48 heures, Le dimanche 10 Avril 2016, nous avons appris qu'un “bail-in” venait d'être annoncé pour l'une des banques autrichiennes les plus en vue. Ce qui suit provient de [express.live](#)...



Suite à une décision des autorités financières autrichiennes, l'Autriche est devenue le premier pays de l'UE à recourir à la réglementation de la directive européenne BRRD sur le redressement des banques et la résolution de leurs défaillances, entrée en vigueur au début de cette année.

**Depuis le 1er janvier de cette année, en effet, le sauvetage des banques avec l'argent des contribuables (“bail-out”) est donc – en théorie – proscrit. Désormais, il est prévu d'effectuer un “bail-in”, c'est à dire de mettre à contribution les actionnaires, puis les détenteurs d'obligations, et enfin, les déposants qui détiennent au**

**moins 100.000 euros (le montant du dépôt garanti) sur des comptes ouverts auprès de l'institution en faillite.**

**Les créanciers devront peut-être s'asseoir sur 54% de leurs créances:**

- Le régulateur bancaire autrichien a opéré une “coupe de cheveux” (c’est à dire, une annulation pure et simple) sur les dettes échues de Heta de l’ordre de 54%,
- et reporté l’échéance de paiement des 46% restants au 31/12/2023.
- En outre, tous les paiements d’intérêts seront annulés rétroactivement au 1er mars 2015.

Ce qui est particulièrement frappant dans tout cela, c’est la faible couverture médiatique de ces événements et de cette application de ces nouvelles règles bancaires de “bail-in”, alors que celles-ci posent un risque majeur pour les dépôts des investisseurs, des épargnants et même des entreprises.

**Voici le conseil de Dirk Bauwens:**

**“Vos économies et les miennes sont réellement en danger. Et cela en raison de l’insuffisance du régime de garantie des dépôts, de la situation douteuse des banques en Europe, ainsi que des nouvelles règles de bail-in pour elles. Il est donc conseillé d’opter pour une banque conservatrice avec des capitaux propres décents (au moins 10% de son total de bilan) et de ne pas y détenir un montant de plus de 50.000 €.”**

Les dominos commencent à tomber en Europe, et je m’attends à encore plus d’annonces de ce type dans les semaines et les mois à venir.

Par ailleurs en Asie, le chaos économique progresse aussi.

En Chine, le marché boursier est déjà en baisse de plus de 40 % par rapport à ses sommets, **les exportations chinoises ont plongé de -25,4 % à fin février par rapport à l’année précédente**, et les chiffres économiques chinois n’ont jamais été aussi mauvais depuis la dernière récession mondiale.

Dans le même temps, l’économie japonaise va vraiment mal actuellement.

**Comme je l’avais déjà expliqué l’autre jour**, La croissance du PIB a reculé **sur deux des trois derniers trimestres**, la production industrielle japonaise vient de



vivre sa plus forte baisse en un mois depuis le tsunami de 2011, et le climat des affaires vient de tomber à son plus faible niveau depuis trois ans. Le Nikkei a chuté d'environ 5000 points par rapport au niveau où il était l'été dernier, et certains analystes estiment que les marchés japonais " sont détruits " en raison de l'intervention massive de la Banque du Japon(*BOJ*).

Ici aux Etats-Unis, nous n'avons pas été impactés aussi durement que dans le reste du monde pour l'instant, mais il y a beaucoup de signaux avant-coureurs très inquiétants que l'on peut dorénavant constater.

A la fin de la semaine dernière, nous avons appris selon les anticipations que le PIB américain n'augmentera que de seulement 0,1 ou 0,2 % au cours du premier trimestre de 2016. Et sur les bénéfices des sociétés, la saison des publications démarre, et cela devrait être très, très mauvais. Ce qui suit provient de Business Insider...



Nous sommes sur le point d'obtenir la confirmation que la croissance des bénéfices pour les plus grandes entreprises américaines a été négative au premier trimestre, par rapport à la même période il y a un an.

Lorsque le géant de l'aluminium Alcoa publiera ses résultats lundi, elle marquera ainsi le début officiel de la plus lourde saison de publications des entreprises composant le S&P 500. ( Depuis la publication de cet article par Michael Snyder, les résultats du géant de l'aluminium et des métaux composites qu'est Alcoa ont été publiés et c'est catastrophique: [Alcoa: plongeon de 92% des bénéfices au 1er trimestre et des suppressions d'emplois en perspective](#))

Les bénéfices des sociétés sont attendus en baisse de 9,1% pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2016, selon John Butters, analyste sur les bénéfices des sociétés, chez FactSet.

Si ces projections se révèlent être précises, ce sera le 4<sup>ème</sup> trimestre consécutif de

baisse de bénéfices. C'est une situation que nous ne voyons jamais en dehors d'une récession.

Et un tas d'autres chiffres indiquent que l'économie américaine est en très grande difficulté actuellement. Lisez à ce sujet mon article précédent intitulé [\*\*“En 6 mois, la situation économique américaine n'a fait qu'empirer. La preuve en 19 points !”\*\*](#).

Bien sûr, je ne suis juste qu'une voix parmi des milliers d'autres tirant la sonnette d'alarme sur l'économie américaine qui se dirige vers des temps très difficiles. Par exemple, il suffit de lire ce que [\*\*le célèbre stratège de la Société générale Albert Edwards vient de prédire...\*\*](#)



Une **“vague gigantesque”** de défauts de paiement ne tardera pas à submerger l'économie américaine, laquelle ne permettra sans doute pas aux Etats-Unis d'éviter une récession généralisée, a prévenu l'analyste de la banque Société générale Albert Edwards

Bien que la situation avec les actifs à risques (dont les revenus dépendent de la dynamique du marché, ndlr) soit calme depuis plusieurs semaines, notre indicateur d'alerte à la récession ne clignote plus en jaune, mais est devenu bien rouge

Et d'ajouter qu'une brusque chute des bénéfices des sociétés américaines, **“criblées de dettes”**, était le principal précurseur d'une récession imminente.

Bien que les prévisions d'activité aux Etats-Unis restent très honorables comparées à celles de l'Europe, les spécialistes font valoir que, depuis le XIXe siècle, aucune phase d'expansion américaine n'a duré plus de huit ans. Et à présent, estiment-ils, toutes les conditions sont de nouveau réunies pour un scénario noir.

“**Nous y sommes**”, résume Albert Edwards, qui recommande aux investisseurs de ne pas trop compter sur les obligations des compagnies américaines.

Selon lui, ce ne sont que des bulles qui ne demandent qu’à exploser.

“**L’avalanche de défauts de paiement de compagnies américaines serait un choc pour les investisseurs**”, avertit l’analyste.

Selon ce dernier, la panne de l’économie américaine, qui représente à elle seule 20% de la production mondiale, serait évidemment une catastrophe. D’autant qu’elle se produirait simultanément avec celle de la Chine.

Comme vous pouvez le constater, ce n’est pas seulement un pays ou bien une zone géographique qui est concernée mais bien l’ensemble de la planète.

L’effondrement économique fissure de partout dans le monde. Ceux qui en ont conscience commencent à s’affoler...

Malheureusement, ils ont eu sept ans pour essayer d’arranger les choses depuis la dernière récession mondiale, et ils ont failli à la tâche.. Toute personne qui croit que, par miracle, ils seront en mesure de nous sortir de cette crise cette fois et que tout s’arrangera est simplement en train de prendre ses désirs pour des réalités.

Source: [theeconomiccollapseblog](#)

## **L’effondrement économique est en éruption sur toute la planète alors que les leaders mondiaux commencent à paniquer**

par [folamour](#) [Agoravox](#) mardi 12 avril 2016

Les agences de presse mainstream ont déjà commencé à utiliser l’expression « effondrement économique » pour décrire ce qui se passe dans certaines régions de notre monde en ce moment. Pour beaucoup d’Américains, cela peut sembler un peu étrange, mais la vérité est que le ralentissement économique mondial qui a commencé au cours de la seconde moitié de l’année dernière commence à être bien pire. Dans cet article, nous allons examiner les preuves de l’Amérique du Sud à l’Europe, en passant par l’Asie, et bien sûr en Amérique du Nord. Une fois que nous aurons terminé, il devrait devenir évident qu’il n’y a absolument aucune raison d’être optimiste quant à la direction que prend l’économie mondiale en ce

moment. Les [avertissements de tant d'éminents experts](#) sont en train de devenir une réalité, et ce que nous avons vu jusqu'à présent ne sont que les premiers chapitres d'une crise économique écrasante qui aura une incidence sur chaque homme, femme et enfant dans le monde entier.

Commençons avec le Brésil. Il est à la 7<sup>e</sup> place de la plus grande économie sur l'ensemble de la planète, et il a déjà enduré sa pire récession en 25 ans. En fait, à la fin de l'année dernière Goldman Sachs a déclaré que ce qui se passait là-bas était, en fait une « [dépression](#) ».

Mais maintenant la crise au Brésil a augmenté de manière significative.

Je veux partager avec vous un extrait d'un article récent intitulé « [Brésil : un effondrement économique pire que ce que l'on craignait](#) ». Je sais, ce titre sonne fort, car il vient directement du blog *The Economic Collapse*, mais je ne l'ai pas écrit.

Cela vient en fait [de CNN](#) ...

***Au milieu du chaos politique, l'effondrement économique du Brésil est pire que ce que son gouvernement ne l'avait envisagé autrefois.***

*Au milieu des appels croissants pour attaquer la présidente Dilma Rousseff, la banque centrale du Brésil a annoncé jeudi qu'elle s'attend maintenant à ce que l'économie du pays se réduise de 3,5% cette année.*

C'est pire que l'estimation précédente de la banque centrale qui avait envisagé une contraction de 1,9%. Les prévisions plus sombres correspondent à ce que le Fonds monétaire international avait prévu pour le Brésil - le plus grand pays de l'Amérique latine - et ce que beaucoup d'économistes indépendants avaient suspecté.

C'est une chose que Michael Snyder vous indique, que le Brésil est en train de subir un « effondrement économique », mais c'est un autre son de cloche quand c'est CNN qui l'annonce.

Et bien sûr, j'ai mis en garde au sujet de la crise au Brésil depuis un certain temps maintenant. Pour beaucoup plus d'informations à ce sujet, s'il vous plaît voir mon article précédent intitulé « [l'effondrement économique de l'Amérique du Sud est en bonne voie](#) ».

Pendant ce temps, les choses sont en réalité bien pire au Venezuela qu'elles ne le sont au Brésil. Les aliments et les fournitures de base sont rares, le taux d'inflation a atteint 720 pour cent, et la criminalité est complètement hors de contrôle.

Ce qui suit est un article dans l'Independent intitulé « Le [Venezuela est au bord de](#)

[l'effondrement économique complet](#) » ...

**La seule question est de savoir qui, du gouvernement ou de l'économie du Venezuela, sera le premier à complètement s'effondrer.**

*Le mot-clé est « complètement ». Les deux sont bien en phase d'agonie. En effet, le parti au pouvoir au Venezuela vient de perdre les élections législatives, ce qui a donné à l'opposition une majorité à l'épreuve du veto, et il est difficile de savoir si l'on pourra obtenir d'eux une amélioration assez rapidement - ou jamais.*

*Les titulaires, après tout, ne risquent pas d'améliorer la situation quand, selon le Fonds monétaire international, leur économie se contracte de 10 pour cent pour l'an, avec un montant supplémentaire de 6 pour cent l'an prochain, et que l'inflation explose à 720 pour cent. Pas étonnant, alors, que les marchés attendent que le Venezuela fasse défaut sur sa dette dans un avenir très proche. Le pays est fondamentalement en faillite.*

Une fois encore, nous voyons une publication grand public très respectée utilisant l'expression « effondrement économique » pour décrire ce qui se passe en Amérique du Sud.

Vous pouvez trouver des vidéos étonnantes de l'« Armageddon économique » qui se déroule au Venezuela [ici](#). Je vous encourage à les regarder, parce que ce qui se passe là-bas, finira par se produire ici.

Pendant ce temps, en Europe, [l'effondrement du système bancaire italien](#) est entré dans un nouveau chapitre inquiétant. Le ministre des Finances de l'Italie a convoqué une réunion à Rome pour ce lundi qui sera axée sur [un plan de sauvetage de « dernier recours »](#) pour les banques en difficulté ...

Le ministre des Finances Pier Carlo Padoan a convoqué une réunion à Rome lundi avec les dirigeants de grandes institutions financières de l'Italie afin d'accepter les derniers détails d'un plan de sauvetage de « dernier recours ».

Pourtant, à la veille de cette rencontre, selon les personnes impliquées dans les pourparlers, des inquiétudes subsistent quant à savoir si le plan sera suffisant pour isoler de la contagion les grandes banques d'Italie, les plus faibles, Monte dei Paschi di Siena.

Les actions bancaires italiennes ont perdu près de la moitié de leur valeur cette année, à cause des préoccupations des investisseurs sur une pile de prêts de € 360bn non performants - l'équivalent environ d'un cinquième du PIB. La rentabilité des prêteurs ayant été frappée par trois ans de récession paralysante.

Comme l'Italie descend dans le chaos financier, le reste du continent devrait mieux

y prêter attention.

Vous souvenez-vous combien il était difficile pour le reste de l'Europe de sauver la Grèce ?

Eh bien, la Grèce est la 44<sup>e</sup> plus grande économie sur la planète.

L'Italie est la 8<sup>e</sup>...

Il serait difficile d'exagérer la gravité de ce qui se passe en Europe, car c'est non seulement de l'Italie dont nous parlons. Mais partout sur le continent des grandes banques sont en grandes difficultés, et le président de la deuxième banque de détail en France a [récemment déclaré aux journalistes](#) que : « **Je suis beaucoup plus inquiet que je ne l'étais en 2009.** »

Et il a de très bonnes raisons de préoccupation. Le dimanche, nous avons appris qu'un « bail-in » majeur venait d'être annoncé pour l'une des banques les plus en vues de l'Autriche.

Ce qui suit vient [de Zero Hedge](#) ...

*Et puis aujourd'hui, suite à une décision prise par le régulateur bancaire autrichien, le Finanzmarktaufsicht ou l'Autorité des marchés financiers, **l'Autriche est officiellement devenu le premier pays européen à utiliser une nouvelle loi dans le cadre imposé par la Banque de la Récupération européenne et la directive de Résolution visant à partager les pertes d'une banque en faillite avec les créanciers seniors, car cela réduit la valeur de la dette due par Heta Asset Resolution AG.***

Les faits saillants de l'annonce :

*Aujourd'hui, l'Autorité autrichienne des marchés financiers (FMA) dans sa fonction de l'autorité de résolution en vertu de la loi sur le recouvrement et la Résolution Bank (BASAG - Bundesgesetz über die Sanierung und Abwicklung von Banken) a publié les principales caractéristiques pour les autres étapes de la résolution de HETA ASSET RÉOLUTION AG. Les mesures les plus importantes sont :*

- *Bail-in de 100% pour l'ensemble des dettes subordonnées,*
- *Un bail-in de 53,98%, ce qui entraîne un quota de 46,02%, pour tous les engagements préférentiels éligibles,*
- *L'annulation de tous les paiements d'intérêts à partir du 03/01/2015, lorsque HETA a été placé dans la résolution en application du BASAG,*
- *Ainsi qu'une harmonisation des échéances de toutes les dettes éligibles à partir du 31/12/2023.*



*Selon le plan de la résolution actuelle pour HETA, le processus de réduction progressive devrait être conclu d'ici à 2020, bien que le remboursement de toutes les créances, ainsi que la conclusion juridiquement contraignante de tous les litiges actuellement en circulation ne pourra être conclue de façon réaliste que d'ici la fin 2023. Seulement, à ce moment, il sera possible enfin de distribuer les actifs et de liquider la société.*

Les dominos commencent à tomber en Europe, et j'attends encore plus d'annonces dans les semaines et les mois à venir.

De plus, en Asie, le chaos économique commence à l'emporter aussi.

En Chine, le marché boursier est déjà en baisse de plus de 40 pour cent par rapport au sommet, les exportations chinoises ont diminué de 25,4 pour cent sur un an sur la base du mois de février de l'année passée, et les chiffres économiques chinois globaux n'ont pas été aussi pauvres depuis les profondeurs de la dernière récession mondiale.

Dans le même temps, l'économie japonaise est vraiment mal en ce moment. Comme je l'ai écrit [l'autre jour](#), le PIB japonais a été diminué [par deux lors des trois derniers trimestres](#), nous venons de voir l'expérience de la plus forte baisse en un mois de la production industrielle japonaise que nous ayons vue [depuis le tsunami de 2011](#), et le climat des affaires [est tombé au plus bas des trois années les plus faibles](#). Le Nikkei a chuté d'environ 5000 points par rapport à son niveau de l'été dernier, et certains analystes estiment que les marchés japonais « [sont détruits](#) » en raison de l'intervention massive de la Banque du Japon.

Ici, aux États-Unis, nous n'avons pas été frappés tout à fait aussi durement que le reste du monde pour l'instant, mais il y a beaucoup de signes avant-coureurs très inquiétants tout autour de nous.

À la fin de la semaine dernière, nous avons appris qu'il est prévu que le PIB américain aura augmenté [de seulement 0,1 ou 0,2 pour cent](#) au cours du premier trimestre de 2016. Et lundi, le rapport saisonnier sur les bénéfices des sociétés commencera à arriver, et il devrait être très, très mauvais. Ce qui suit vient [de Business Insider](#) ...

*Nous sommes sur le point d'obtenir la confirmation que la croissance des bénéfices pour les plus grandes entreprises de l'Amérique a été négative au premier trimestre, par rapport à la même période il y a un an.*

*Lorsque le géant de l'aluminium Alcoa publiera ses résultats lundi, cela marquera le début officiel de la plus lourde saison des rapports du S & P 500 des entreprises.*

*On prévoit que le tableau final montrera une baisse des gains de 9,1% pour le trimestre, selon l'analyste supérieur des bénéfices de la FactSet John Butters.*

*Si ces projections se révèlent être correctes, ce sera le quatrième trimestre consécutif de baisses de gains. Ceci est quelque chose que nous ne voyons jamais en dehors d'une récession.*

Et pour tout un tas d'autres indicateurs, cela démontre que l'économie américaine est en difficulté très grave, s'il vous plaît voir mon article précédent intitulé « [19 faits qui prouvent que les choses en Amérique sont pires que ce qu'elles étaient six mois auparavant](#) ».

Bien sûr, je suis juste une autre voix dans la foule, quand elle vient à prédire que l'économie américaine se dirige vers des moments difficiles. Par exemple, il suffit de vérifier ce que l'économiste de la Société Générale Albert Edwards [dit](#) ...

*Un raz-de-marée arrive sur l'économie américaine, selon Albert Edwards, et quand il arrivera, il va jeter l'économie dans la récession.*

*... La récession des bénéfices qui va frapper les sociétés américaines va conduire à un effondrement du crédit d'entreprise.*

**« Malgré les actifs à risque, bénéficiant de quelques semaines au soleil, notre indicateur fail-safe de récession n'a cessé de clignoter en orange et se tourne désormais vers le rouge. »**

...

Il a continué :

**Les Bénéfices entiers de l'économie ne tombent jamais normalement aussi bas sans qu'une récession ne se déroule.** *Et avec le secteur des entreprises des États-Unis à ses yeux dans la dette, la classe d'actif à éviter - plus encore que le marché des actions ridiculement surévalué - est la dette corporate des États-Unis.*

**L'économie va sûrement être balayée par une vague de défaut des entreprises.**

Comme vous pouvez le voir, ce n'est pas seulement d'une nation ou d'une région du monde dont nous devons nous préoccuper.

**Le chaos économique est en éruption littéralement partout sur la planète, et les dirigeants mondiaux commencent à paniquer.**

Malheureusement, ils ont eu sept ans pour essayer d'arranger les choses, depuis la dernière récession mondiale, et ils n'ont pas fait ce qu'il fallait [NYOUZ2DÉS: **puisque'il n'existe pas de solutions à ces problèmes comment "faire ce qu'il faut"?.**]

. Toute les personne qui croient que, par miracle, ils seront en mesure de nous retirer du brasier cette fois-ci, et que tout se passera bien, sont simplement

engagées dans un vœu pieux.

## De l'argent facile à la destruction de la civilisation

– partie II



[Lew Rockwell](#)  
[Mises.org](#)

[Extrait des Archives : publié le 12 avril 2015](#)

Henri Hazlitt savait depuis le début ce qui allait se passer. Il nous a mis en garde contre Bretton Woods. Il est devenu éditeur du New York Times en 1934, après avoir été licencié de son poste d'éditeur chez American Mercury avant l'arrivée de Mencken, sur le seul principe qu'il était Juif ([Mencken](#), qui avait recruté Hazlitt, l'appelait « le seul économiste qui soit capable d'écrire »). Son emploi au New York Times était parfait pour lui. Il écrivait généralement des éditoriaux anonymes et parlait en le nom du journal plutôt qu'en son nom d'auteur.

Quelques années plus tard, alors que ses éditoriaux furent recueillis dans un ouvrage édité par George Koether intitulé *[From Bretton Woods to World Inflation](#)*, son identité fut révélée dans les archives. Parce qu'il écrivait sur un ton institutionnel, ses écrits étaient assez modérés, chose qu'il a plus tard avoir regretté. Aujourd'hui encore, il est stupéfiant de voir le New York Times de l'époque écrire en défaveur de la monnaie facile, de la devise papier et du système bancaire centralisé. C'était là le travail accompli par Hazlitt.

Il a commencé à écrire ses éditoriaux en 1934 avec un appel à un retour à l'étalon or. Il demandait à ce que les Etats-Unis et l'Angleterre se mettent d'accord sur un étalon or fixe. Cela aurait selon lui pu « symboliser un retour à une collaboration internationale dans un monde qui avait lentement dérivé vers un nationalisme intense ». Et en y repensant, le monde prôné par Hazlitt aurait pu éviter la calamité qu'a été la seconde guerre mondiale et ses 50 millions de morts, la communisation de l'Europe et la banqueroute qui s'est installée ensuite. Pourquoi ? Parce que le nationalisme contre lequel Hazlitt écrivait en 1934 aurait pu être vaincu, et les gouvernements auraient pu préférer la diplomatie à une solution meurtrière.

Mais ses conseils n'ont pas été suivis, et la destruction de la monnaie et de la prospérité s'est poursuivie, jusqu'à l'holocauste globale de la seconde guerre mondiale.

Faisons maintenant un grand pas de dix ans en avant, dix ans après qu'Hazlitt ait écrit son premier éditorial. Il prônait alors toujours ses mêmes idées ; pas un système au sein duquel les devises fortes financent les mauvaises politiques, mais un système au sein duquel chaque nation maintient l'intégrité de sa propre devise. Cette idée requiert non pas une intégration centralisée, mais tout le contraire.

Plutôt que de promettre d'intervenir et de financer de la mauvaise dette, les nations devraient rester sans rien faire. Seule cette manière de faire permet d'éviter les erreurs morales et de maintenir l'étalon or.

Il a écrit ceci : « L'idée que seule une nation très riche puisse se permettre d'établir un étalon or est erronée ». L'or est adaptable à toutes les nations, si tant est qu'elles aient quelque chose à vendre. Il a conclu son éditorial par ces mots juste avant que se réunissent les conférés de Bretton Woods : « La plus importante contribution des Etats-Unis pourraient faire à la devise mondiale après la guerre serait d'annoncer leur détermination de stabiliser leur propre devise. Cela nous aiderait beaucoup si d'autres nations décidaient de se tourner vers l'étalon or. Mais elles ne le feront plus pour elles-mêmes que pour nous' ».

Notez que c'est là ce qui a été publié dans l'éditorial du New York Times ! Voilà la marque d'un monde aux antipodes du Keynésianisme et de Paul Krugman. Hélas, il n'y a pas de justice en ce monde. Hazlitt s'est fait mettre à la porte, et tous ses successeurs ont embrassé une école d'économie complètement fallacieuse.

Gardez également à l'esprit que cet éditorial a été écrit un mois avant le début de la conférence de Bretton Woods. Au cours des semaines qui ont suivi, Hazlitt était à la recherche d'informations quant à ce qui allait être décidé. Il a recueilli des déclarations de principes. Bretton Woods a permis un changement de la valeur en or des devises membres sur vote unanime des gouvernements.

Voici ce qu'en a dit Hazlitt : « Cela ne pourra permettre qu'une inflation mondiale. Notre expérience suffit à prouver qu'il y a peu de chances qu'un gouvernement puisse souhaiter une hausse de la valeur en or de sa devise... depuis maintenant trois décennies, les pressions politiques sont allées dans la direction de la dévaluation et de l'inflation ».

Avant que les délégués ne se rencontrent, il a pu percevoir que les provisions d'uniformité ne représentaient pas une limite à l'inflation mais plutôt une sorte de licence. Si une nation décide de dévaluer, la valeur de sa devise diminue sur le marché des changes. Mais si cette dévaluation est effectuée en coopération avec d'autres pays, alors il lui est possible d'éviter cette pénalité. C'est précisément là qu'ont mené des décennies de coopération internationale pour les affaires monétaires. C'est la raison pour laquelle la Fed a pu être créée. Tant que le système est décentralisé, chaque banque et chaque pays doit assumer les retombées de ses mauvaises politiques. Mais au sein d'un système centralisé, les mauvaises politiques peuvent être balayées sous le tapis et leurs conséquences peuvent se propager au travers du système tout entier.

Comme Hazlitt l'a lui-même écrit, « il est difficile d'imaginer une plus grande

menace à la stabilité globale et à la pleine production qu'une inflation uniforme qui viendrait tenter les politiciens du monde ».

Deux jours plus tard, avant que ne commence la conférence, Hazlitt a expliqué précisément pourquoi Bretton Woods ne pourrait pas durer. Sous ce traité, les nations émettrices de crédit – les Etats-Unis et la Grande-Bretagne – s'engageraient à acheter les devises de leurs débiteurs nets afin de maintenir la parité entre les devises. Même si d'autres pays dévaluaient leurs devises, les Etats-Unis seraient forcés de continuer de leur en acheter pour maintenir le ratio or/papier. C'est précisément ce qui a conduit au délabrement du système entre 1969 à 1971. Mes amis, voilà ce que j'appelle une prophétie.

Hazlitt ne tentait alors de faire entendre une opinion populaire. Il était le seul à divulguer cette vérité. Personne ne s'est joint à lui, du moins pas aux Etats-Unis. La France avait bien Jacques Rueff, qui a également dénoncé le nouvel établissement. La Suisse avait Michael Heilperin, qui a milité fermement pour l'étalon or. Hayek, à Londres, a soumis aux délégués de Bretton Woods un projet de mise en place d'un étalon or qui fut complètement ignoré.

Aux Etats-Unis, Hazlitt était seul sur la ligne de front. Il écrivait souvent et passionnément dans l'espoir de pouvoir faire une différence. Plus remarquable encore, il est parvenu à propager ses opinions grâce à la voix institutionnelle du New York Times. C'était un véritable accomplissement, un testament de son pouvoir de persuasion.

Il a publié ses opinions avant même que ne commence la conférence. Hazlitt a su reconnaître les problèmes inhérents au projet proposé et a su expliquer comment les choses tourneraient.

Le premier juillet 1944, alors que les premiers représentants se réunissaient, il les a accueillis avec un poing dans le nez. Il a remis en question leur compétence, employant ce qu'il appellerait plus tard le problème du savoir Hayekien. Voici ce qu'il a écrit le jour de l'ouverture de la conférence : « Il serait impossible d'imaginer un moment plus difficile pour les nations individuelles que de décider à quel niveau fixer et stabiliser leur devise nationale. Comment les représentants de la France, la Hollande, la Grèce ou encore la Chine pourraient-ils faire plus que deviner à quel niveau stabiliser la devise de leur pays ? ».

Les délégués ont certainement lu ces mots alors qu'ils buvaient leur café du matin. Dommage qu'aucun d'entre eux ne se soit étouffé sur son croissant.

Hazlitt a également précisé que la conférence prévoyait de résoudre un problème sans vraiment réaliser de quoi il s'agissait. Le problème, pensait-il, n'était pas

l'absence de parité entre la valeur des devises, mais la présence de politiques qui dévaluaient les devises des nations les plus faibles. Il pensait qu'il soit possible de fixer temporairement n'importe quel prix, mais que sur le long terme, une telle chose n'est pas envisageable.

Il a utilisé l'exemple d'une action qui ne vaudrait rien mais se vendrait pourtant pour 100 dollars l'unité. Il lui serait possible de se maintenir à un prix élevé, mais lorsque les ressources des acheteurs se tariraient, le prix de l'action baisserait. Aucune force n'est capable d'empêcher un prix de baisser une fois que les ressources qui le maintiennent ont disparu.

Cette perspicacité n'est qu'un court résumé de toutes les politiques économiques de notre temps. Que le sujet soit l'immobilier, les actions ou les salaires, l'objectif des programmes de stimulation économique qu'est de maintenir les prix à des niveaux très élevés n'a pas pu aboutir. Quant aux ressources nécessaires au maintien des prix, la solution actuelle semble être de créer toujours plus de monnaie pour faire durer ce spectacle du paraître.

Alors que se déroulait la conférence de Bretton Woods, Hazlitt porta un deuxième coup aux délégués américains. Il se moqua de la manière dont les Américains se pensent capables de résoudre les problèmes du monde en instaurant une nouvelle organisation. Qu'il s'agisse d'une organisation qui vise à faire voyager l'eau à contre-courant ou d'une autre qui empêche les cailloux de rouler, les Américains sont persuadés que leur président est capable d'accomplir l'impossible. La restauration de la paix et de la prospérité ne se fera pas par la mise en place d'une nouvelle organisation, mais par l'abandon du protectionnisme, des restrictions d'exportation de capital, des quotas d'importation et de la dévaluation compétitive des devises. La plus grande contribution que puissent faire les Etats-Unis au monde serait d'équilibrer leur budget et de mettre fin au financement du déficit.

Quant à l'amour des Américains pour les organisations nouvelles, il écrit ceci : « une coopération internationale ne sera possible après la guerre que si l'idéologie des années trente se trouvait profondément transformée ».

A mesure que se prolongeaient les discussions entre les représentants, Hazlitt est parvenu à prédire ce qui allait se passer. Les délégués ont non seulement prévu de créer le FMI mais aussi ce qui était autrefois le prédécesseur de la Banque mondiale : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Le projet, écrit Hazlitt, « repose sur le principe que rien ne puisse retourner à la normale sans qu'une institution inter-gouvernementale soit formée, sur l'idée que rien ne puisse être géré correctement sans le gouvernement ».

Hazlitt ne s'est pas retenu de citer le nom de Keynes et d'attirer l'attention sur sa



théorie qui voulait qu'il soit injuste de discriminer les nations membres en fonction de leur note de crédit. Hazlitt est parvenu à résumer le projet de la Banque mondiale en très peu de mots : « la renaissance de l'économie mondiale ne pourra se faire grâce à un projet sous lequel les contribuables se trouveront aux prises de leur gouvernement et des pertes nées de prêts internationaux accordés sans examen préalable'.

Après la conférence a commencé le débat sur la ratification. Hazlitt a expliqué clairement quel était le risque encouru : la liberté de l'individu contre les projets du gouvernement. « Ces accords présupposent un monde au sein duquel les gouvernements qui se sont développés au cours des années vingt et trente doivent se voir élargis et systématisés. Ce qui est contemplé est l'établissement d'un monde au sein duquel le commerce international serait dominé par les Etats ».

Hazlitt a, à l'époque, dû subir énormément de pressions. Il arrive que parfois que l'Etat et ses experts poussent tout le monde à croire que leur plan est absolument nécessaire et que s'y opposer serait synonyme de trahison. C'est arrivé à notre époque lors des débats sur le NAFTA, sur le WTO, sur la création de monstruosité bureaucratiques telles que le Département de la sécurité intérieure et l'Administration chargée de la sécurité des transports, sur les guerres au Proche-Orient, et ainsi de suite. Ne pas être d'accord signifie être en dérision.

Et c'était la même chose en 1944-45. Personne n'avait de problème avec ce qu'écrivait Hazlitt, personne n'a même cherché à le contredire. Mais le fait est qu'il était une priorité pour l'élite internationale de signer les accords de Bretton Woods, et personne, pas même un journal respectable, ne pouvait s'y opposer.

Pour prouver qu'il n'était pas un critique solitaire, Hazlitt a commencé à écrire au sujet d'autres gens qui partageaient son point de vue, mais ils n'étaient pas nombreux. Il s'efforçait de souligner la moindre critique publiée par d'autres journaux. Mais ces dernières se firent vite rares, et à chaque fois qu'une nouvelle apparaissait, elle était rapidement tue. Les moyens de défense utilisés par Bretton Woods sont devenus de plus en plus extrêmes. Le message principal était que si rien n'était fait, le monde se disloquerait. Les partisans de Bretton Woods étaient bien plus ouverts au sujet de l'idéologie anti-marché, comme lorsque le secrétaire Morgenthau a décrété que le commerce était incapable de gérer les taux de change et que c'était aux gouvernements de s'en charger.

Hazlitt a attiré l'attention sur ces idées mais également sur les propos tenus par Keynes selon lesquels Bretton Woods représentait tout l'opposé d'un étalon or. Hazlitt a écrit sa plus poignante rhétorique à cette période, expliquant que les conséquences du projet monétaire seraient une inflation globale et une instabilité

économique majeure. Les pressions internes se faisaient de plus en plus pesantes à son égard, et des lettres commencèrent à lui parvenir de Londres comme de Washington pour objecter ce qu'il écrivait dans son journal. Mais Hazlitt a continué d'être fidèle à son idée jusqu'au printemps 1945, alors que le Congrès commençait à préparer la ratification des accords.

L'éditeur du New York Times en a finalement eu assez. Arthur Sulzberger lui a sèchement affirmé que «lorsque 43 gouvernements signent un accord, le Times ne peut rien y faire».

Hazlitt a commencé à ranger ses affaires. Après qu'il fut parti, il se vengea en écrivant un article sur ce sujet pour l'*American Scholar*, qui fut publié la même année. Il se pencha ensuite sur l'écriture du livre qui devint le plus gros succès de la littérature économique de tous les temps : *Economics in One Lesson*. Avec ce livre, il espérait propager les principes de base de l'économie pour que tout un chacun puisse réaliser ce qu'il avait fait en acceptant sans rien dire les projets des gouvernements. Il a écrit son livre en un temps record, et l'a fait publier aussi tôt que possible. Il demeure un best-seller à ce jour.

En 1967, Hazlitt a vu ses prédictions devenir réalité. Il était alors un auteur syndiqué pour le Los Angeles Times. Il écrivait sur la déchéance du système, qui s'est finalement matérialisée en 1969. En 1971, le monde entier utilisait une devise fiduciaire, et les conséquences n'en ont été que catastrophiques pour les sociétés et les économies qui se sont laissées emporter dans ce chaos.

Hazlitt n'est pas né avec un don prophétique. Il a simplement lu Mises et est parvenu à comprendre l'économie monétaire. Voilà qui ne semble pas compliqué, mais c'est un talent aussi rare à notre époque qu'à la sienne.

Les actions d'Hazlitt ont également un autre aspect. Il aurait aisément pu garder le silence. Il lui a fallu concentrer beaucoup de courage et de résistance intellectuelle pour dire la vérité à une heure où le monde entier se tenait contre lui. Mais pour autant que cela le concerne, c'était la raison pour laquelle il était né et pour laquelle il s'était lancé dans l'écriture. Il n'a pas été menacé de violence ou de prison. La seule chose qu'il avait à craindre était la dérision de ses collègues. Qui a un jour prôné la vérité sans souffrir de pareilles conséquences ?

Vous vous demandez peut-être pourquoi il est important de nous repencher aujourd'hui sur cette histoire. Pour ce qui est de Bretton Woods, il est important de comprendre qu'il ne s'agissait pas d'un véritable étalon or, mais d'un étalon fantôme géré par un système imaginé par les gouvernements. Il n'est qu'un amas d'absurdités qui a poussé certains à prôner un retour à Bretton Woods et à un étalon or similaire au cours de ces dernières années. Un nouveau Bretton Woods

ne pourrait mieux fonctionner que l'ancien. Il ne représenterait certainement pas une avancée dans la bonne direction.

Que Bretton Woods ait été considéré comme un étalon or n'est qu'un exercice d'obscurantisme. De la même manière que le NAFTA a été passé pour un système d'échanges libres et que le FTC est supposé protéger la compétition. L'Etat a depuis toujours utilisé la langue du libéralisme et de l'économie de marché pour renforcer des idées qui leur sont contraires. L'étalon or était l'une des premières victimes de cette guerre des mots.

Un étalon or doit être mis en place une devise après l'autre. Il permet aux banques de faire faillite. Il n'a pas de banque centrale. Il n'a pas d'institutions monétaires internationales qui prêtent de l'argent aux gouvernements en banqueroute. Il est la seule voie qui permette un retour à la stabilité. Hazlitt l'a écrit dans l'un de ses éditoriaux, et c'est encore vrai aujourd'hui.

Si nous voulons aller encore plus loin dans l'idée d'un système bancaire et monétaire impénétrable, alors nous devrions suivre les conseils de Rothbard (Hazlitt m'a une fois dit que l'un des plus grands succès du Mises Institute a été d'offrir une plateforme conforme à Murray), privatiser complètement le système et permettre la frappe privée de monnaie. Cela pourrait se manifester de diverses manières à notre époque de systèmes de paiement digitalisés et de communications globalisées. Je suis certain que si l'Etat n'était pas intervenu, internet aurait déjà pensé un système de devises et bancaire compétitif qui pourrait exister en dehors du contrôle des gouvernements. Un tel système pourrait être établi dès aujourd'hui si l'Etat décidait de ne rien faire. Le dollar peut bien ne plus pouvoir être sauvé, la monnaie le peut toujours. La monnaie fait partie intégrante de l'économie de marché. Nous devrions laisser le marché la gérer.

La monnaie fiduciaire détruit la civilisation sous notre nez. Elle alimente l'Etat prédateur. Elle a déstabilisé les marchés. Elle a détruit les bilans et distordu les marchés financiers. Elle a ruiné la culture en poussant le monde entier à croire que la prospérité peut apparaître comme par magie, et que les pierres peuvent être changées en pain. Elle pourrait bientôt causer une inflation ravageuse que les dictateurs, despotes et tyrans accueilleront à bras ouverts.

La civilisation du monde entier dépend d'une monnaie saine. Nous ne devons accepter aucun compromis ou projet gouvernemental. Nous devons mettre fin aux commissions internationales, et aux tentatives de manipulation et de contrôle qui nous rendent plus pauvres que nous devrions l'être. Nous devrions embrasser ni plus ni moins que ce que les libéraux des XVIII et XIXe siècles ont établi. Nous devons demander un laisser-faire.

# Les banques centrales ne parviennent pas à détruire leurs devises



Mish  
Global Economic Analysis

Publié le 13 avril 2016

Le Japon est en colère. Et, de manière peut-être un peu perverse, il a raison.

Pourquoi est-il en colère ?

Il n'est pas parvenu à détruire sa propre devise, une tâche qui aurait dû s'avérer assez simple.

## **Le Japon riposte**

Mon conseil se trouve plus bas, mais regardons d'abord cet extrait de l'article intitulé [Japan Lashes Out Against Rise of Yen.](#)

Le yen a atteint de nouveaux records jeudi, et défié les efforts de Tokyo d'affaiblir sa devise. Il s'agit là du dernier signe que les responsables politiques qui dirigent les économies commencent à manquer d'outils pour relancer la croissance et combattre la menace de déflation.

Les officiels japonais ont émis des mises en garde contre des mouvements « unilatéraux », un indicateur potentiel d'intervention qui met généralement les négociants en alerte. Mais le yen a flambé pour atteindre son niveau le plus élevé depuis le lancement par la Banque du Japon de son second programme de stimulus en octobre 2014.

Cet élan du yen survient malgré les efforts herculéens des banques centrales de relancer la croissance en Asie et en Europe. Comme la Banque du Japon, la BCE est intervenue sur les marchés des capitaux à un rythme effréné, sans pour autant parvenir aux résultats attendus.

Leur tâche est rendue plus difficile encore par Janet Yellen, la directrice de la Fed, qui a signalé un rythme de hausse des taux inférieur à ce qui avait été annoncé en décembre, ce qui a affaibli le dollar.

Les craintes quant à la possible sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne pèse lourd sur la livre, ce qui dilue les effets des mesures prises par la Banque du Japon et la BCE sur les taux de changes avec leurs partenaires commerciaux majeurs.

## **Blâmons le yen**

Ne pas parvenir à détruire sa propre devise est particulièrement pathétique. Mais c'est là que nous en sommes aujourd'hui, au vu de la folie de dévaluation compétitive des devises.

En plus de la Banque du Japon et du Premier ministre Shinzo Abe, les corporations ne sont pas satisfaites par les récentes performances.

Zero Hedge a récemment publié ceci : [Asia's Largest Clothing Retailer Plummets After Slashing Guidance By A Third; Blames Strong Yen](#).

### Un yen fort et « unilatéral »

Parce que nous avons pu entendre parler de mouvements « forts » et « unilatéraux » sur le yen, le temps est venu d'examiner la situation en images.

Les flèches qui pointent vers le haut signalent un affaiblissement du yen contre le dollar, et les flèches vers le bas un renforcement du yen.



### Synopsis

- A partir de janvier 2012 et jusqu'au plus profond du déclin en mai 2015, le

yen a perdu 39,43% contre le dollar

- Depuis lors, le yen a regagné 13,54%
- Depuis janvier 2012, le yen a perdu 29,95% contre le dollar
- Et on nous parle de force unilatérale

Le yen est en baisse, et le Japon se plaint d'une hausse.

### **A la loupe**



« Ma foi, dans mon pays à moi, » répondit Alice, encore un peu essoufflée, « on arriverait généralement à un autre endroit si on courait très vite pendant longtemps, comme on venait de le faire. »

« On va bien lentement dans ton pays ! » répondit la Reine. « Ici, vois-tu, on est obligé de courir tant qu'on peut pour rester au même endroit. Si on veut aller ailleurs, il faut courir au moins deux fois plus vite que ça ! »

### **Conseil de Mish**





Si vous ne parvenez pas à détruire votre devise, ne blâmez pas les autres, redoublez simplement d'efforts.

Un déclin de 39,43 n'est clairement pas suffisant. Un déclin de 29,95 est simplement pathétique.

Japon, tu peux le faire. Tu as ce qu'il faut !

Mon conseil du jour : redoubler d'efforts. Etablir un objectif de -80%, et « faire tout le nécessaire ! »

## Hausse de 3% du pétrole

**Bruno Bertez 12 avril 2016**

**L'Agence Interfax rapporte qu'un accord serait intervenu entre la Russie et l'Arabie Saoudite sur un gel de la production.**

Oil futures rallied by more than 3% [late Tuesday](#) morning after international news agency Interfax reported that Saudi Arabia and Russia have reached a consensus to freeze oil production, citing comments from an unidentified person.

Oil prices « shot up on this report but really, it should not have been any surprise, » said Phil Flynn, senior market analyst at Price Futures Group. But James Williams, energy economist at WTRG Economics, said prices are « moving on headlines more than reality. » May WTI crude [CLK6, +3.49%](#) rose \$1.42, or 3.5%, to settle at \$41.78 a barrel on the New York Mercantile Exchange. A settlement around this level would be the highest of the year.

## Le numéro un américain du charbon en faillite

**Denis Cosnard Le 13 Avril 2016 LeMonde.fr/**



**C'est une chute très symbolique. Peabody, le premier producteur américain de charbon, s'est officiellement placé sous la protection de la loi américaine sur les faillites, le fameux « chapitre 11 », a-t-il annoncé mercredi 13 avril. Le groupe, lesté d'une dette de 6,3 milliards de dollars (5,6 milliards d'euros), n'est plus en mesure de faire face à ses engagements. Les transactions sur ses actions à Wall Street ont été immédiatement suspendues.**

Cette faillite du leader américain confirme que rien ne va plus pour le charbon, la plus polluante et la plus meurtrière des énergies.

Glenn Kellow, le patron de Peabody, présente, lui, la situation sous un jour plus positif : « A travers ce processus, nous voulons réduire notre dette, alléger nos frais fixes, améliorer notre cash-flow, a-t-il déclaré. C'était une décision difficile, mais nous commençons aujourd'hui à construire un leader mondial à succès pour demain. »

### **Trois grandes secousses**

#### **Faillites en série dans le charbon américain**

Fondé en 1883 à Chicago par un jeune homme nommé Francis S. Peabody avec 100 dollars, un wagon et deux mules, Peabody est encore en 2016 le premier groupe du secteur à capitaux privés à travers le monde. Mais l'entreprise n'est plus que l'ombre d'elle-même.

Elle n'employait plus que 7 600 personnes au dernier pointage, fin décembre. Ses comptes ont plongé dans le rouge depuis quatre ans, avec une perte nette de 2 milliards de dollars en 2015. En Bourse, l'ancien roi du charbon a perdu 99 % de sa valeur en quelques années, et ne vaut plus que 38 millions de dollars. Une misère.

Depuis 2012, plus de 50 producteurs américains de charbon se sont déclarés en faillite, afin de pouvoir trouver une solution avec leurs créanciers, dont Arch Coal, le numéro deux du secteur.

C'est qu'en quelques années, l'[industrie](#) du charbon, « King Coal », comme l'appellent les Anglo-Saxons, a subi trois grandes secousses. La première est l'essor du [gaz de schiste](#). Aux Etats-Unis, cette révolution a provoqué un tel afflux de gaz sur le marché que les prix ont plongé. De nombreuses compagnies d'électricité qui brûlaient du charbon ont alors opté pour le gaz. En six ans, la part du charbon dans les combustibles utilisés pour [fabriquer](#) du courant outre-Atlantique a ainsi été ramenée de 45 % à 31 %. En 2016, le gaz devrait s'imposer clairement comme la première source d'énergie pour les centrales américaines, selon les dernières prévisions de l'administration américaine, parues mercredi.

La [Chine](#), le premier producteur et consommateur de charbon au [monde](#) s'est mise à [importer](#) de moins en moins de charbon.

Pour [écouler](#) leur production excédentaire, les compagnies minières américaines ont baissé leurs tarifs. Elles ont aussi expédié massivement leur charbon hors des frontières, en particulier en [Europe](#), exportant ainsi la guerre des prix. Cela n'a pas suffi. Au bout du compte, elles ont dû [adapter](#) leurs capacités. [Fermer](#) des mines. Et le mouvement continue. En 2016, la production américaine devrait se [contracter](#) de 16 %, selon Washington. La plus forte baisse enregistrée depuis 1958.

La deuxième secousse est venue de Chine, le premier producteur et consommateur de charbon au monde. Avec le ralentissement économique, la Chine s'est mise à importer de moins en moins de charbon. Ses importations ont encore reculé de 1,2 % au premier trimestre, selon les dernières statistiques chinoises.

L'industrie du charbon souffre en outre d'une pression [politique](#) chaque jour plus vive. Des voix de plus en plus fortes se font [entendre](#) pour [critiquer](#) cette énergie sale, qui participe au réchauffement climatique. Cette dernière secousse aussi a contribué à faire [tomber](#) Peabody.

Son patron se dit persuadé que cette terrible tempête va bientôt [cesser](#). Que la demande de charbon va enfin se [stabiliser](#), et les prix du gaz [remonter](#). « *Le charbon est à l'origine d'environ 40 % de l'électricité mondiale, et il est attendu qu'il reste une ressource essentielle pour la production électrique comme pour la fabrication d'acier durant de nombreuses décennies* », souligne Glenn Kellow. En attendant ces jours meilleurs, cependant, pas d'autre choix pour Peabody que de [passer](#) par le tribunal.

En savoir plus sur [http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/04/13/le-numero-un-americain-du-charbon-en-faillite\\_4901191\\_3234.html#idmuovF5L2hzdWyt.99](http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/04/13/le-numero-un-americain-du-charbon-en-faillite_4901191_3234.html#idmuovF5L2hzdWyt.99)

## «En Autriche, faillite d'une banque et perte de 54% pour les créanciers!!...»

Charles Sannat 12 avril 2016

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Voilà une information qui ne fait pas la “une” des journaux et qui pourtant, sans être alarmante, n'est pas anodine non plus.

Souvenez-vous : il y a quelques mois, je vous parlais des difficultés financières d'une banque autrichienne (pas la plus grosse) dont le sauvetage avait eu pour conséquence de venir réduire considérablement le budget de l'éducation nationale autrichienne de plusieurs milliards d'euros.

Je vais donc vous expliquer où nous en sommes et ce qu'il se passe puisque cette banque est en faillite, et aussi quelles sont évidemment les conséquences pour vous, bien que normalement, vous devriez être capable de les deviner tout seul si vous me suivez régulièrement.

### **Hypo Alpe Adria HETA : haircut de 54 %, la Carinthie retient son souffle**

Un “haircut”, pour celles et ceux qui ne supportent pas tous ces anglicismes, c'est littéralement une “coupe de cheveux”, sauf que les cheveux coupés, en l'espèce, c'est votre pognon, ce qui est nettement moins drôle. Mais dans notre époque terrible de politiquement correct étouffant et oppressant, on ne dit pas “faillite”, ou “pertes” mais “haircut”. De la même manière que l'on ne dit pas défaut de paiement ou non remboursement des dettes, mais... “crédit event”, ou “événement de crédit” en bon français, ce qui inquiète nettement moins madame Michu lorsqu'elle regarde le JT du soir en tant que ménagère de moins de 50 ans !!

Bref, il y a environ un an, la bad bank HETA, zombie de la banque en faillite Hypo Alpe Adria, assombrissait le paysage bancaire européen lorsqu'on découvrait un nouveau trou financier à combler. Aujourd'hui, le régulateur autrichien vient de décider d'un haircut de 54 % pour les créanciers seniors. L'Autriche devient ainsi le premier pays européen à appliquer les nouvelles règles de renflouement interne de l'Union, ou bail-in.

Cependant, les créanciers et la Carinthie n'ont pas encore dit leur dernier mot. S'ils exigeaient d'être remboursés jusqu'au dernier centime, certains acteurs du dossier, comme les assureurs, pourraient désormais tenter d'obtenir un remboursement à 92 % via un accord à l'amiable. D'autres resteraient intransigeants, n'étant prêts à discuter que de l'extension de l'échéance des obligations.

Pour la Carinthie, province autrichienne qui était la propriétaire jusqu'en 2007 de Hypo Alpe Adria, l'enjeu est de taille : les créiteurs pourraient se retourner contre elle en ce qui concerne les obligations émises avant 2007.

D'après Bloomberg, la résolution judiciaire de ce dossier prendra probablement des années. Néanmoins, le précédent existant, HETA pourrait bien avoir ouvert la boîte de Pandore en demandant à ses créiteurs de contribuer à son renflouement. Et si cela ne devait pas s'avérer suffisant, les épargnants seraient les prochains à être sollicités pour combler les trous.

### **Pour le moment, ce sont les détenteurs d'obligations qui sont concernés !**

Oui, vous savez les bonnes obligations qui remplissent votre contrat d'assurance vie fonds euros... Eh bien les détenteurs d'obligations de cette banque viennent de se voir "tarter" de 54 % ! Ils ont en une seconde perdu 54 % de leur investissement initial... Et comme dit la pub, ce n'est pas fini !!

Et qui sont ces détenteurs d'obligations de cette banque autrichienne ? Eh bien vous trouverez en particulier la Commerbank, qui est toujours dans les coups avec la Deutsche Bank, et PIMCO qui n'est rien d'autre que le plus gros fonds obligataire de la planète et qui a été récemment racheté par... Allianz, le plus gros assureur allemand...

### **Quelles conséquences pour vous ?**

Pour le moment, strictement aucunes ! Normalement, vous ne serez pas impacté par cette faillite ; en revanche, cette banque n'est pas "sauvée", elle est mise en faillite ordonnée.

Les détenteurs d'obligations perdent leur argent. Les clients risquent de perdre leurs dépôts et, dans tous les cas, les pertes sont prises par les actionnaires, les détenteurs d'obligations et enfin les clients, exactement comme c'est prévu par la nouvelle réglementation européenne sur la résolution des faillites bancaires.

### **Il n'y a donc aucune surprise**

Il y a néanmoins un élément essentiel. **Désormais, les banques ne sont plus trop grosses pour faire faillite**, et parier sur le fait que votre banque sera sauvée quoi qu'il en coûte devient chaque jour un peu moins sérieux.

Plus que jamais, vous devez débancaiser au mieux, et pour les parts que vous ne pouvez pas sortir et investir en actifs tangibles, les assurer en particulier avec des métaux précieux qui ont l'avantage évident de la liquidité.

Au bout du compte, ne vous leurrez pas : quand il y aura une faillite, c'est vous qui paierez et devrez encaisser les pertes.

En attendant, mes chers amis, préparez-vous, il est déjà trop tard !

### [La France saisit 700 M USD destinés aux groupes publics russes](#)

Tout cela va finir par poser de gros problèmes à la France car après l'affaire délétère des Mistral, c'est maintenant le secteur aérospatial français qui va être impacté directement par les sanctions économiques à l'égard de la Russie et par cette nouvelle affaire de gel d'avoirs russes en France.

Tout cela devient ridicule et il serait encore une fois grand temps que la diplomatie française reprenne le pas et que nous cessions cet alignement stupide sur les intérêts américains qui ne sont pas toujours identiques aux intérêts français, ce qui est peu probable alors que le gouvernement vient de faire rentrer définitivement notre pays dans tous les aspects de l'alliance atlantique allant même jusqu'à modifier la *loi*...

*Charles SANNAT*

## [Oui, le dollar devrait s'appuyer sur l'or...](#)

**Rédigé le 13 avril 2016 par Bill Bonner**

« Et si vous étiez nommé à la tête de la Fed ? Durant votre première semaine en poste, que feriez-vous ? »

La question n'était pas tout à fait sérieuse. La réponse non plus.

« Nous nous ferions porter pâle ».

### **Vents secs et bétail affamé**

Nous sommes en route vers le ranch familial, dans le nord-ouest de l'Argentine. Nous allons passer quelques jours à Buenos Aires... puis nous envoler vers Salta.

A partir de là, c'est six heures de route — dans les montagnes, sur des pistes — avec une escale pour inspecter notre bétail, jusqu'à ce que nous atteignons la sala, le siège de notre ranch.

L'année a été difficile dans les montagnes.

Normalement, nous avons environ 40 cm de pluie par an. Cette année, cependant, le ranch n'a obtenu que la moitié de la dose habituelle. Toute cette humidité tombe en janvier et février. Pas une seule goutte supplémentaire n'atteindra le ranch avant l'an prochain.

Ce qui nous laisse neuf mois supplémentaires de vents secs et de bétail affamé.

Ce n'est là que le début des mauvaises nouvelles... Plus de détails lorsque nous

serons au ranch, la semaine prochaine.

D'ici là, revenons-en aux problèmes de la planète.

### **Un retour à l'or**

La sécheresse, le grand âge, les embouteillages, la méchanceté, les boissons roses bonbon, le mauvais goût, le rap, les banlieues, le cancer, le gouvernement, la musique dans les restaurants, Facebook, l'obésité — beaucoup de choses ne vont pas dans le monde.

La plupart d'entre elles ne sont pas facilement corrigées.

Certains problèmes, en revanche, pourraient être résolus du jour au lendemain. Les problèmes économiques et financiers, par exemple, se règlent d'eux-mêmes... à condition de les laisser faire.

Quasiment toutes les blessures macro-monétaires dont souffre le monde moderne sont auto-infligées. Les banques centrales et les Trésors du monde entier se tirent une balle dans le pied. Mais au lieu d'arrêter de manipuler le système... ils achètent une nouvelle paire de chaussures.

Si le président Trump nous nommait miraculeusement à la tête de la Fed, notre première action serait de poser le fusil.

Nous annoncerions qu'à partir de maintenant, quiconque attend la prochaine hausse des taux devrait attendre longtemps. Parce que nous ne décréterions aucune hausse... ni aucune baisse.

Nous laisserions plutôt les taux s'occuper d'eux-mêmes. Les prêteurs et les emprunteurs fixeraient leurs propres taux.

Et si les banques avaient des problèmes ? Ah... Nous nous occuperions de ça aussi. Nous soulignerions que la Fed ne leur prêterait plus, même en cas d'urgence.

Notre annonce : « à toutes les banques qui se retrouveraient à court d'argent : allez vous faire voir ».

Ensuite, nous mettrions l'intégralité du bilan de la Fed — et les plus de 4 000 milliards de dollars d'obligations douteuses achetées ces huit dernières années — en vente.

Nous enverrions des lettres de licenciement à tout le personnel... leur demandant de vider leurs bureaux et leur indiquant qu'ils devraient se chercher un travail honnête... ou essayer de trouver une place à Wall Street.

Si nous en avons le pouvoir, nous irions même un peu plus loin : nous déclarerions que les Américains pourraient utiliser la devise de leur choix, que le dollar serait à nouveau échangeable contre une certaine quantité d'or et que le Trésor US accepterait toute devise majeure — y compris des Bitcoins — en paiement des impôts.



Vous voyez combien ce serait facile ? Le gros du travail pourrait être accompli avant l'heure du déjeuner le premier lundi de notre entrée en fonction.

Ensuite, nous nous échapperions discrètement par la porte de derrière... juste avant que la maréchaussée nous mette la main au collet, avec un peu de chance.

### **Un dollar solide**

Pourtant, ces changements simples élimineraient la majeure partie des problèmes monétaires auxquels les Etats-Unis sont confrontés. Privée de carburant, la bulle de dette se dégonflerait. Les mauvais investissements, les mauvaises entreprises et les actifs surévalués perdraient eux aussi de l'air... et disparaîtraient.

Le dollar serait à nouveau solide. Il représenterait de la valeur réelle, pas de la richesse contrefaite. L'emprunt serait basée sur de l'épargne réelle, pas uniquement sur du crédit creux.

Et — avec seulement de rares capitaux à leur disposition (plutôt qu'une masse illimitée de crédit factice) — les investisseurs et les entrepreneurs seraient plus prudents au sujet de leurs investissements.

Ils mettraient ces capitaux au travail uniquement dans des projets augmentant la valeur réelle des actifs, plutôt que ceux qui ne font que transférer la richesse de l'économie réelle vers l'industrie financière.

Nous sommes tout prêt à l'admettre : ce serait difficile à avaler d'un coup. La plupart des gens n'ont pas la moindre idée du fonctionnement du système monétaire. Le crédit, c'est tout ce qu'ils connaissent. Et ils croient toujours que les grosses têtes de la Fed savent ce qu'elles font.

Les journaux et les experts hurleraient à la lune. Des économistes respectables s'étoufferaient d'indignation. Des hordes se formeraient pour nous faire la peau. Ils diraient que notre programme est « radical » et « irresponsable », inconscients du fait que c'est le système actuel qui est le plus radical, expérimental et irresponsable de l'histoire.

Nos propositions ramèneraient les Etats-Unis vers un système monétaire traditionnel et sensé. Les gens décideraient par eux-mêmes de la sorte d'argent qu'ils veulent utiliser... s'ils souhaitent l'épargner... ou le dépenser... et quel prix mettre s'ils décident de le prêter à quelqu'un.

Est-ce que ça fonctionnerait ?

Nous n'en savons rien, mais nous aimerions voir quelqu'un essayer.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/dollar-or/>  
Copyright © Publications Agora

**Le dernier qui s'en va éteint la lumière, de Paul Jorion, éd. Fayard, 2016.**  
**Une note de lecture (V) :**

# « Tu vas mourir, mais avant tu en baveras, et en plus tu n’y comprendras rien ! »

par Roberto Boulant 13 avril 2016



Allez, je l'avoue, le chapitre intitulé *Notre espèce est-elle outillée pour empêcher son extinction ?* est de loin mon préféré ! Dès le début Paul Jorion pose le traumatisme fondateur de notre espèce, celui qui nous voit incrédules ... découvrir notre mortalité. Et ce qui est à la fois dramatiquement drôle et absolument jouissif, est bien le fait de constater l'incroyable imagination dont nous avons fait preuve tout au long des millénaires, afin de tenter désespérément d'expliquer ou bien d'oublier ce constat tout à fait désagréable !

Des anciens Égyptiens qui passaient leur vie à combattre la mort frontalement, à grands coups de constructions... pharaoniques, aux innombrables croyances 'prêtes à l'usage' garanties sans efforts, et qui promettent un 'ailleurs' fait d'un éternel plaisir, le descriptif est exhaustif. Mais il débouche sur un double résultat tout à fait lamentable pour les pauvres créatures éphémères que nous sommes : non seulement la première lame, subtile mélange de peur et de stupidité, nous fait souvent crier que Dieu est de notre côté (comprendre : exterminons les infidèles), mais encore la seconde lame, cécité brute de fonderie (comprendre : après moi le déluge), nous empêche-t-elle de nous préoccuper du futur.

Attitude navrante mais néanmoins gérable aux ères pré-atomiques, quand étant peu nombreux, les richesses de la planète nous paraissaient alors infinies. Il en va bien sûr tout autrement aujourd'hui, à l'heure où nous exploitons quasiment les ressources d'une planète et demie par an. Et à moins d'être un politicien professionnel qui selon la délicate, mais néanmoins pertinente remarque de Donald Trump, baise le c.. des transnationales, vous ne pouvez que constater que nous allons connaître le même sort que les criquets, une fois tous les champs dévorés. Au moins les criquets ont-ils l'excuse de ne pas comprendre ce qu'ils font, tout en assurant l'année suivante des conditions favorables pour leur descendance. Alors que l'humanité sachant qu'elle ne dispose que d'un seul et unique 'champ', la

Terre, continue néanmoins à le détruire avec enthousiasme.

C'est le mystère qu'entend percer Paul Jorion dans ce chapitre : comment une espèce aussi ingénieuse que la nôtre, parvient-elle à se placer elle-même au bord de l'extinction ?

Et c'est là que le plaisir de la lecture s'impose. Au contact d'une érudition qui vous fait voyager en compagnie des philosophes, dramaturges et savants, des anciens et des modernes. De Shakespeare à Julian Green, de Platon à Nietzsche, de Freud à Einstein, Paul Jorion sait mettre en perspective les différents savoirs acquis par l'espèce, non pour révéler quelques vérités cachées sur ce que nous appelons Nature ou Réalité, mais plus prosaïquement, plus utilement aussi, pour nous révéler à nous-mêmes.

Mais si ce voyage n'est pas de tout repos – il est même assez brutal, souvent surprenant et jamais ennuyeux -, il n'est pas là pour montrer l'intelligence et l'érudition du guide. Au contraire est-il tout entier au service de la survie de notre curieuse espèce, et c'est bien pourquoi on en ressort à la manière des utilisateurs d'un 'grand 8', légèrement décoiffés. Car Paul Jorion nous ouvre d'inédites perspectives en nous mettant la tête à l'envers, en nous plaçant au sommet de vertigineuses descentes vers le néant, ou en nous propulsant à toute vitesse vers les cieux entrevus par les génies.

Et tout comme à bord d'un 'grand 8', nous qui avons commencé le chapitre avec les rires un peu trop forts de ceux 'à qui on ne le fait pas', descendons curieusement silencieux, l'oreille interne et l'estomac légèrement en désordre. L'espace d'un instant nous avons touché du doigt le drame de l'espèce.

Libre à nous ensuite de tout oublier, de nous oublier..., ou non !

## **Agir aujourd'hui ou rechuter demain**

Jean-Marc Vittori / Editorialiste | Le 13/04 LesEchos

Trois cents milliards de dollars de moins que prévu ! Les experts du FMI ont encore une fois revu leur prévision de croissance à la baisse. A les en croire, la production mondiale ne progressera finalement pas plus vite en 2016 qu'en 2015, restant sur une pente annuelle de l'ordre de 3 %. Les pays avancés ont été pris dans de nouvelles turbulences financières, la Chine peine à purger ses excès passés tout en prenant le grand virage de la consommation, les pays producteurs de matières premières sont durement secoués, à commencer par le Brésil et la Russie. Dans ces conditions, le nouvel abaissement des horizons n'est guère surprenant. Les économistes du Fonds semblent las, comme l'indique le titre qu'ils ont choisi pour leur rapport de printemps : « Trop faible, trop longtemps ».

Las, parce que ces experts répètent toujours la même chose sans jamais se faire entendre. Cette fois-ci, la patronne du FMI, Christine Lagarde, et son économiste en chef, Maurice Obstfeld, haussent le ton pour tenter de faire passer le message. L'économie n'est pas encore guérie de sa crise aiguë de 2008-2009. Il y a encore trop de dettes, trop de banques fragiles, trop peu de productivité. Pour sortir de cette langueur, il faut à la fois que les gouvernants coopèrent, qu'ils mobilisent les marges de manoeuvre budgétaires disponibles et qu'ils mettent en oeuvre de profondes réformes structurelles - ouverture des marchés, politique d'emploi plus active, assainissement des bilans privés, baisse du coin fiscal sur le travail, etc. Mais pour l'instant, le FMI prêche dans le désert. Ses équipes n'ont pas su trouver les arguments pour convaincre. Nous avons les moyens d'éviter la prochaine crise, mais pas l'envie.

Il y a pourtant urgence. Pour des raisons économiques : l'appareil de production se délite dans cette crise qui n'en finit pas, avec des hommes et des femmes qui perdent leurs compétences au fil des mois ou des années au chômage, avec des machines qui rouillent dans les usines. Pour des raisons politiques : les peuples se fatiguent, avec des signes visibles dans toutes les grandes démocraties occidentales. Pour des raisons géopolitiques enfin : là aussi, les tensions s'accumulent et pourraient faire chavirer une économie mondiale encore trop fragile. Dans cette bataille pour la prospérité planétaire, la France aurait pu jouer un rôle essentiel en donnant l'exemple. Pour ce faire, il aurait fallu constituer des réserves budgétaires avant la crise, il aurait aussi fallu mener de vrais changements plutôt que d'annoncer des miniréformes puis les vider de leur substance. Ce sera pour une autre fois. Seule la prochaine crise risque d'être assez puissante pour nous forcer à bouger. Nous, la France. Et nous, le monde.

## **L'illusion de la relance pour retrouver l'opulence**

**Jean-Marc Vittori / Editorialiste | Le 12/04 LesEchos.fr**

Dans le monde, la demande est trop molle pour soutenir la croissance. Les budgets sont-ils désormais trop restrictifs ? Dans la zone euro, le problème est ailleurs : il est venu des comptes extérieurs. Gare aux fausses solutions.

***de Jean-Marc Vittori***

C'est la faute à la demande ! Dans un monde où l'activité progresse d'à peine 3 % l'an, des doigts accusateurs pointent ce ressort cassé de la croissance, qui atteignait 4 % avant la crise financière de 2007-2008. Des doigts venus de partout, y compris de corps prompts à prôner d'abord le renforcement de l'offre. La politique

économique mondiale « *doit davantage soutenir la demande* », affirmait en février l'OCDE, le forum des pays avancés. « *R elever la production réelle et potentielle à travers une combinaison de soutien de la demande et de réformes structurelles est encore plus urgent* », alertait le FMI un mois plus tôt. Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, place la faiblesse de la demande au premier rang des causes qui freinent l'investissement, cet accélérateur de croissance qui semble aujourd'hui patiner. La stagnation actuelle des prix dans la zone euro, loin de l'objectif de hausse « *inférieure à mais proche de 2 %* », en est la meilleure preuve.

Et c'est vrai que la demande est trop molle. L'inflation mondiale est de l'ordre de 3 %, un rythme très faible au regard des décennies passées. Beaucoup d'usines sont loin de tourner à plein régime, en Chine comme aux Etats-Unis ou en France. La faute à des surplombs de dettes massifs, à des problèmes de répartition des revenus à la fois au sein des pays (Japon, Amérique...) et entre eux (producteurs contre consommateurs de pétrole), à l'inquiétude des consommateurs devant un avenir qui semble décidément bien incertain, à la démographie qui favoriserait aujourd'hui l'épargne.

La faute aussi à des politiques budgétaires stupides ? Voilà une histoire que l'on aime bien raconter en Europe. C'est la faute à l'austérité ! Depuis la crise grecque, les gouvernements ont décidé de resserrer la vis budgétaire à partir de 2010, sous la pression de la Commission européenne et de l'Allemagne. Il y aurait là une erreur majeure de politique économique, qui a plombé l'activité, fait grimper les dettes, monter le chômage, tué la demande et donc l'envie d'investir. Il suffirait d'un bon vieux coup d'accélérateur budgétaire pour que l'Europe retombe sur ses pattes. Cette histoire a beaucoup de succès en France, où la soutenabilité des finances publiques passe pour un concept étrange. En témoignent la réapparition du mot « cagnotte », alors que le déficit budgétaire public approchait encore 80 milliards d'euros l'an dernier, et l'envie du président de distribuer des cadeaux (fonctionnaires, jeunes, collectivités locales, etc.) à l'approche des élections.

Sauf que... le film commence plus tôt, bien plus tôt. Avant les exigences de Bruxelles ou de Berlin, il y a eu des prêts délirants puis un coup d'arrêt brutal, un « sudden stop », comme disent les économistes. C'est ce « sudden stop » qui a engendré la rigueur et non des diktats budgétaires. Il faut revenir ici aux débuts des années 2000, quand la monnaie unique fait ses premiers pas. Les investisseurs se racontent alors une autre histoire. Dans une union monétaire, les déficits entre pays n'auraient plus d'importance. On peut prêter à n'importe qui. C'est la fête ! Alléchés par des [taux d'intérêt](#) plus élevés que chez eux, les investisseurs

allemands et aussi français placent massivement des fonds chez leurs voisins. Voisins qui du coup consomment davantage qu'ils ne produisent : le déficit des échanges courants atteint bientôt 5 % du PIB en Irlande, 10 % en Espagne et même 15 % en Grèce. Cet afflux d'argent dope leur croissance. Mais la révélation des mensonges grecs sur le déficit et la dette publique fin 2009 fait soudain naître le doute. Et si ces emprunteurs n'étaient pas capables de rembourser ?

D'où le « sudden stop » : du jour au lendemain, les investisseurs cessent de financer les déficits extérieurs de ce que l'on appellera bientôt la « périphérie » de la zone euro. Les taux d'intérêt montent brutalement dans ces pays habitués à l'aisance monétaire, qui sombrent dans la récession. Cette récession fait chuter les rentrées d'impôts et gonfler la dette publique. Faute de prêteurs, les pays n'ont eu d'autre choix que de rééquilibrer brutalement leurs comptes courants. La vraie raison de la rigueur est là et non dans des exigences budgétaires venues d'ailleurs. Comme ces nations fragiles n'avaient pas un tissu économique leur permettant d'accroître très vite leurs exportations, elles ont dû tailler massivement dans leurs importations. Et donc dans la demande.

Ce n'est pas là seulement querelle d'historiens. Si c'est la rigueur budgétaire qui a tué la demande, il suffit de faire de la relance budgétaire. Si c'est la nécessité pour chaque pays d'équilibrer ses comptes extérieurs à la moindre inquiétude des investisseurs, il faut d'abord compléter la zone euro pour relâcher cette contrainte. Car la zone euro ressemble alors à une voiture qui aurait trois pédales de frein et une seule d'accélérateur. Pas étonnant qu'elle se traîne ! Jean Pisani-Ferry, le commissaire général de France Stratégie (l'organisme de réflexion du gouvernement), qui est aussi l'un des plus fins observateurs de la construction communautaire, affirme que la zone euro est faite de « *quelques solutions et beaucoup de demi-solutions* ». Une union monétaire sans transfert budgétaire relève à l'évidence d'une demi-solution. Pour éviter la langueur de la demande, la seule solution est une solution complète. Terminer la construction de la zone euro, pour que les pays en forme volent au secours des victimes d'un « sudden stop ». Sinon, la demande est condamnée à la langueur et la relance budgétaire à l'échec. Sauf à supposer que la Banque centrale achète indéfiniment de la dette publique en imprimant des billets, ce qui n'est sans doute pas souhaitable pour la crédibilité de la monnaie.

## **LES BANQUES, PLANCHES DE SALUT OU PLANCHES POURRIES ?**

par François Leclerc 12 avril 2016

C'est le printemps, les projets de plans de sauvetage des banques fleurissent ! Le



gouvernement italien tient enfin un projet complexe à plusieurs étages, dénommé Atlante, qui est destiné à assainir son système bancaire, l'étape préalable à toute reconfiguration. Reste à obtenir l'accord de la Commission, étant donné que les finances publiques sont mises à contribution dans un montage qui prévoit la titrisation des *prêts non performants* (NPL) que personne ne veut acheter, bien qu'ils aient été dépréciés d'environ 45% par les banques qui les détiennent.

Un *véhicule* financé par les banques, les assureurs et les fonds d'investissement – ainsi que par des fonds publics – va donc intervenir pour éponger les pertes. Il y avait urgence, en raison de la situation dans laquelle la première banque italienne, Unicredit, s'était fourvoyée. En charge selon la formule de la syndication, de la souscription d'une levée de fonds de 1,8 milliards d'euros de Banca Popolare di Vicenza qui n'avait pas abouti, il ne lui restait plus qu'à y contribuer ! Ce qui pouvait la mettre à son tour en difficulté et en dit long sur l'état de l'ensemble du système bancaire.

Il n'était pas possible pour le gouvernement de procéder à un *bail in*, ainsi que l'exige dorénavant la réglementation européenne, car cela atteindrait comme l'année dernière les petits investisseurs et aurait d'importantes conséquences politiques. Les marges de manœuvre gouvernementales étaient donc très étroites et il a fallu faire preuve d'une grande *créativité*, dans l'attente de la suite.

L'objectif est qu'avec une aide publique mesurée, l'ensemble du système bancaire puisse digérer les pertes en les répartissant le plus possible. Précurseurs, les Espagnols avaient déjà ouvert le chemin en 2012 en créant la Sareb, une *bad bank*, avant de jouer au deuxième tour du Monopoly bancaire. On attend là aussi de voir la suite ! En Italie, il a fallu tout ce temps pour que la situation se décante à son tour, après avoir été longuement masquée. Et le pli est pris, Antonio Costa voudrait faire de même suite à la visite de Mario Draghi à Lisbonne, mais il s'est heurté au refus du Bloc de Gauche et du parti communiste qui soutiennent son gouvernement minoritaire. Avec en arrière-plan la mainmise grandissante des grandes banques espagnoles sur les portugaises.

Nous ne sommes plus aux lendemains de la crise aigüe de 2008, lorsqu'il est apparu que les actifs toxiques américains issus des subprimes avaient été disséminés dans le système bancaire européen. Aujourd'hui, les bilans des banques européennes sont encombrés, et parfois débordent quand elles ne les font plus rouler, de prêts toxiques qui résultent d'années de politique récessive et dont il faut bien faire quelque chose. En Italie où le problème est le plus aigu, ceux-ci représentent 360 milliards d'euros, soit 20% des actifs inscrits aux bilans bancaires : les banques du pays faisaient peser une sérieuse menace sur les banques



européennes qui y sont exposées, et cela ne pouvait durer.

L'étape de la restructuration qui suivra aboutira à la concentration de nombreuses petites banques, par fusion ou bien achat. Elle permettra aussi de réformer des structures qui ont fait leur temps, comme ces fondations propriétaires des banques, à commencer par la fameuse Monte dei Paschi di Siena, la plus ancienne banque au monde en activité dont le sauvetage se poursuit. La question délicate étant de savoir si, en Italie comme ailleurs, les liens incestueux de ces banques avec les dirigeants politiques seront ou non préservés et comment... Mais la cause est entendue, le système bancaire européen en sortira plus concentré, à l'image de la France, et poursuivra ses relations incestueuses avec la dette publique, bloquant toute restructuration d'ensemble de celle-ci.

Avec l'instauration par la BCE d'un taux négatif, les dirigeants des banques ont leurs propres soucis, qu'ils ont fait valoir lors d'une conférence qui s'est tenue à guichets fermés, samedi dernier sur le Lac de Come, mais dont des échos sont sortis. « Par certains aspects, je suis beaucoup plus inquiet qu'en 2009 » y a expliqué François Pérol, le PDG de la BPCE, dont la création a résulté de la fusion des Caisses d'Épargne et de la Banque populaire. En 2009, « ce que nous devions faire était clair à 100% », c'est aujourd'hui plus difficile en raison des « changements fondamentaux qui sont en cours dans notre environnement et qui résultent du défi que représentent les taux négatifs ».

On compatit à propos de la baisse des profits, non sans remarquer qu'un autre facteur fait obstacle aux activités de crédit. Une étude de la Banque des règlements internationaux (BRI) a passé en revue les dividendes cumulés distribués par 90 banques de la zone euro de 2007 à 2014 et établi que la part des bénéfices conservés par les banques se montait à 261 milliards d'euros, tandis que le cumul des dividendes versés atteignait 196 milliards d'euros. Cette disproportion a été en s'accroissant au fil des ans en Espagne, en France et en Italie. Les banques françaises ont quant à elles reversé 45 milliards d'euros sur la période à leurs actionnaires, ne conservant que 26 milliards de profits. Hyun Song Shin, le conseiller économique et directeur de la recherche à la BRI, conclut son étude en remarquant que cette répartition s'est faite au détriment de l'activité de crédit aux entreprises.

La BCE malmène les banques avec son taux négatif, mais la répartition de leurs profits est de leur fait. Cela renvoie à une autre question : suffirait-il d'assainir une fois pour toute – et comment – le système bancaire pour relancer le crédit et la croissance ? Cette idée qui ne va pas au fond du problème esquive la constatation que la demande n'est pas au rendez-vous et postule de manière passablement

hasardeuse que quand les banques vont bien, tout va...

## [Le temps est venu d'investir pour la stagflation](#)



**Michael Pento**  
Delta Global Advisors

Publié le 13 avril 2016

Que vous appeliez ça une stagflation digne des années 1970 ou, comme j'aime à l'appeler, une « récessflation », les investisseurs se doivent de préparer leurs portefeuilles pour profiter d'une période prolongée de hausse des prix dans le contexte d'une croissance inexistante. Voici quelques faits : aux Etats-Unis, la croissance s'élève en moyenne à 2% depuis 2010. En revanche, au dernier trimestre de 2015, le taux annualisé du PIB américain a atteint 1,4%, et les calculs établis par la Fed d'Atlanta s'attendent à une croissance du PIB de seulement 0,1% au premier trimestre de cette année. La simple vérité, c'est que le taux de croissance se dirige vers zéro, alors que les prix des actifs continuent de grimper jusqu'à des niveaux records en raison de la vaste intervention des banques centrales.

Les Etats-Unis sont désormais en passe de se retirer d'un environnement de désinflation et de croissance ralentie, pour entrer en période d'inflation et de récession. L'économie globale se dirige vers une crise de récessflation.

Les banquiers centraux ont bombardé le monde de niveaux sans précédent d'assouplissement quantitatif, de taux zéro et de taux négatifs au cours de ces sept dernières années, ce qui a fait gonfler les prix des actions, de l'immobilier et des obligations – notamment par rapport à la croissance des revenus et du PIB. Aujourd'hui, toute cette nouvelle monnaie commence à influencer les prix à la consommation. Aux Etats-Unis, l'indice des prix à la consommation a gagné 2,3% sur un an, sa plus grosse hausse depuis le mois de mai 2012, et un pourcentage bien plus élevé que les objectifs d'inflation de 2% de la Fed. Le rapport entre les prix des biens immobiliers et les revenus est passé à 4,4 pour un, et le rapport de la capitalisation boursière totale et le PIB est largement surévalué, avec 117. Cette bulle sur les prix des actions est évidente, malgré le fait que le S&P 500 enregistre une récession des revenus et des profits.

La récessflation n'est pas uniquement un problème américain. Les exportations de la Chine ont décliné de 11,2% en janvier, alors que ses importations perdaient 18,8% sur un an. Mais ces signes de stagnation économique n'ont pas empêché les prix des biens immobiliers de gagner plus de 50% depuis janvier 2015 à Shanghai !

Comment les gouvernements prévoient-ils de combattre le déclin du PIB et la hausse de l'inflation des actifs ? Grâce à un stimulus accru, bien évidemment. Le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, a proposé une hausse des dépenses gouvernementales de 5 à 10 trillions de yens au cours de cette année fiscale en vue d'encourager la consommation. Le Japon a déjà enregistré des déficits budgétaires de 8% de son PIB ces dernières années, qui sont venus s'ajouter à la dette du gouvernement, aujourd'hui de 250% du PIB national. Il n'en est pas moins que, malgré trois années d'Abénomie (impression monétaire et dépenses déficitaires), le climat des affaires soit, en ce mois de mars, au plus bas sur trois ans.

En Europe, le directeur de la BCE, Mario Draghi, qui s'est occupé à forcer la dette souveraine en territoire négatif, achète désormais de la dette aux entreprises non-bancaires. 15 milliards d'euros de dette d'entreprise s'échangent désormais à taux négatif. Même la dette du marché primaire se vend avec des rendements de moins de zéro pourcent. Mario Draghi a tant distordu les marchés des capitaux que les corporations sont aujourd'hui payées pour émettre de la dette.

7 trillions de dollars de dette souveraine (30% de la dette du monde développé) enregistrent aujourd'hui des rendements négatifs.

Ne souhaitant pas être laissée sur le bas-côté par ses homologues étrangers, Janet Yellen a récemment promis, lors d'un discours devant le Club économique de New York, d'avancer moins vite qu'un escargot mort pour ce qui concerne la hausse des taux d'intérêt américains. Une tentative évidente de limiter la hausse du dollar contre les devises des partenaires commerciaux des Etats-Unis.

La vérité, c'est que les gouvernements et les banques centrales sont sortis de la Grande récession en créant la plus grosse bulle de l'Histoire économique sur l'immobilier, les actions et les revenus fixes. Les fusibles sont sur le point de sauter, et de déclencher un vent de chaos sur les marchés pour enfin détruire les objectifs d'inflation des banques centrales.

Les banques centrales sont incapables de générer une croissance viable du PIB. La seule condition que ces imprimeurs de monnaie ont jusqu'à présent été capable de générer a été l'inflation. Mais l'inflation n'est pas le produit de la croissance économique. Elle ne provient pas de la faiblesse du taux de chômage – contrairement à ce que nous disent de nombreux Keynésiens. Elle ne ressort même pas de l'accumulation de réserves bancaires excessives. Elle découle d'une attaque délibérée du gouvernement contre la valeur de sa devise papier. Elle est accomplie au travers de la monétisation d'énormes déficits par la banque centrale. Et, malheureusement pour la classe moyenne, c'est exactement là que nous en sommes aujourd'hui.

Ce que les banquiers centraux ne semblent pas pouvoir comprendre, c'est que la croissance économique ressort de la productivité, et non d'un affaiblissement de la devise. L'inflation détruit la croissance au travers de la destruction du pouvoir d'achat des consommateurs et des épargnants, et encourage les déséquilibres de capital et une accumulation de dette non-productive.

Un choc se propagera sur les marchés lorsqu'il deviendra évident que l'inflation et la croissance ne sont pas liées. Et que les gouvernements ont été capables de générer l'inflation sans pour autant produire de croissance. A dire vrai, l'Histoire nous a déjà prouvé que l'inflation et la récession forment la paire la plus plausible en matière de conditions économiques.

Jusqu'à ce que les banques centrales comprennent qu'elles ne sont pas une alternative viable aux marchés libres, nous souffrirons de fortes récessions qui seront aussi marquées par des périodes de déflation et d'inflation. Les investisseurs doivent se préparer à des conditions volatiles. Une stratégie dynamique qui incorpore la capacité de posséder des métaux précieux et d'ouvrir une position à découvert sur le marché au sens large est essentielle à la couverture et la protection de votre pouvoir d'achat.

## **Les économistes à l'épreuve de l'abondance**

**James Bradford DeLong / Professeur d'économie à l'Université de Californie | Le 02/02  
Les Echos.fr**



**En trois siècles, les sociétés développées sont parvenues à mettre un terme aux pénuries et ont accédé au stade l'abondance. Un nouveau défi pour les économistes, soucieux d'accompagner les populations dans cette nouvelle « ère ».**

Jusqu'à très récemment, l'un des plus grands défis de l'humanité consistait à s'assurer qu'il y ait assez à manger. Depuis l'aube de l'agriculture jusque tard dans l'ère industrielle, la condition humaine commune était caractérisée par ce que les nutritionnistes et les experts de la santé publique décriraient comme un stress nutritionnel biomédical grave et dommageable.

Lire aussi : [Comment mangera-t-on dans 10 ans ?](#)

Il y a environ 250 ans, l'Angleterre géorgienne était la société la plus riche qui ait jamais existé, et pourtant de graves pénuries alimentaires affligeaient encore de larges segments de la population. Les adolescents envoyés à la mer par la Marine Society pour être les serviteurs des officiers étaient un demi-pied (15 centimètres) plus petits que les fils de la noblesse. Un siècle de croissance économique plus tard, la classe ouvrière aux Etats-Unis dépensait encore, pour chaque dollar supplémentaire gagné, 40 cents à l'obtention de davantage de calories.

### **1% des travailleurs américains nourrissent les Etats-Unis**

Aujourd'hui, la pénurie alimentaire n'est plus un problème, au moins dans les pays à revenu élevé. Aux États-Unis, environ 1% de la population active est en mesure de produire suffisamment de nourriture pour fournir suffisamment de calories et de nutriments essentiels à l'ensemble de la population, nourriture qui est transportée et distribuée par un autre 1% de la population active.

Cela ne correspond pas à l'ensemble du secteur alimentaire, bien sûr. Mais la plupart de ce qui est fait par les 14% restants de la population active qui a pour mission de fournir de la nourriture pour nos bouches consiste à rendre ce que nous mangeons plus savoureux ou plus pratique – des emplois qui relèvent plus du divertissement ou de l'art que de la nécessité.

Lire aussi :

> [Les cultivateurs pauvres, premières victimes du climat](#)

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont maintenant ceux de l'abondance. En effet, en ce qui concerne les travailleurs qui s'occupent de notre alimentation, nous pouvons ajouter environ 4% de la population active qui, en tant qu'infirmières, pharmaciens ou éducateurs, nous aident à résoudre les problèmes résultant du fait d'avoir consommé trop de calories ou de mauvais types des nutriments.

### **Stimuler la croissance**

Il y a plus de 20 ans, Alan Greenspan, alors président de la Réserve fédérale américaine, avait été l'un des premiers à souligner que la croissance du PIB aux États-Unis était de moins en moins tirée par le comportement des consommateurs tentant d'acquérir plus de choses. Ceux de la classe moyenne prospère préféraient de plus en plus pouvoir communiquer, rechercher des informations et acquérir les bonnes choses, leur permettant de vivre leur vie conformément à leurs désirs.

Lire aussi : [La bonne recette de la croissance durable](#)

Bien sûr, le reste du monde est toujours confronté à des problèmes de pénurie ; environ un tiers de la population du monde se bat pour obtenir assez de nourriture. Et il n'y a aucune garantie que ces problèmes se résolvent au futur. Il convient de rappeler que, il y a un peu plus de 150 ans, à la fois Karl Marx et John Stuart Mill pensaient que l'Inde et la Grande-Bretagne convergeraient économiquement en maximum trois générations.

Nous ne sommes pas à court de problèmes préoccupants : la puissance destructrice de nos armes nucléaires, l'entêtement de nos politiciens, les perturbations sociales, potentiellement énormes, qui seront causées par le changement climatique. Néanmoins, la priorité numéro un pour les économistes – en fait, pour l'humanité – est de trouver des moyens de stimuler une croissance économique équitable.

### **Un nouvel âge**

Ceci dit, la deuxième mission – élaborer des théories économiques capables de guider les sociétés dans un âge d'abondance – n'est pas moins compliquée. Certains des problèmes qui sont susceptibles d'émerger sont déjà en train de devenir évident. Aujourd'hui, beaucoup de personnes tirent leur estime de soi de leurs emplois.

Si le travail devient une partie moins importante de l'économie, et si, en particulier,

les hommes en âge de travailler représentent une plus petite proportion de la population active, les problèmes d'inclusion sociale deviendront inévitablement à la fois plus chroniques et plus aigus.

Une telle tendance pourrait avoir des conséquences dépassant largement les aspects personnels ou émotionnels. Elle pourrait créer une population qui serait, pour emprunter une expression des économistes lauréat du prix Nobel George Akerlof et Robert Shiller, facilement victime de « [phishing](#) » pour « [phools](#) ».

En d'autres termes, une population qui sera ciblée par des personnes dont l'objectif principal n'est pas le bien-être de la population – des fraudeurs comme Bernie Madoff, des intérêts d'entreprises comme McDonalds ou les compagnies de tabac, le gourou du mois, ou des gouvernements à court de liquidités organisant des loteries qui exploitent les joueurs.

### **Une nouvelle vague d'économistes**

Des problèmes comme ceux-ci auront besoin d'un type très différent de science économique que celle proposée par Adam Smith. Au lieu de chercher à protéger la liberté naturelle chaque fois que c'est possible, et de créer des institutions qui génèrent le moins de distorsions possible par rapport à cette liberté dans les autres cas, le principal défi sera d'aider les gens à se protéger de la manipulation.

Bien sûr, il n'est pas évident que les économistes auront un avantage comparatif face à ces problèmes. Mais, pour l'instant du moins, des économistes comportementaux comme Akerlof, Shiller, Richard Thaler et Matthew Rabin semblent être en tête du peloton. En tout cas, il suffit de regarder les gros titres des journaux pour comprendre que la question est devenue une caractéristique déterminante de notre époque économique.

Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate 2016 - [Les économistes à l'épreuve de l'abondance](#)

Par **James Bradford DeLong**, professeur d'économie à l'Université de Californie

**[Disparition de la vie sauvage : « Dis maman, c'était quoi, un papillon ? »](#)**

par **Le Partageux** - [Les bafouilles du Partageux](#) Blog du Yéti 12 avril 2016





Fabrice Nicolino, journaliste spécialisé en écologie, lance une [enquête de grande ampleur sur la disparition de la nature](#) et fait appel à tous les témoins fiables.

Laissons de côté les légendes urbaines pour ne citer que les cas avérés que nous constatons dans notre coin de ville ou de campagne. Chacun peut et doit apporter sa contribution.

[...] une enquête au long cours. Sur un événement cataclysmique dont à peu près personne ne semble avoir la moindre conscience. Je veux parler de la disparition de la simple nature chez nous, en France.

Nous n'allons pas ici chipoter sur les chiffres qui, de toute manière, resteront indicatifs. On estime que la **moitié des oiseaux** qui habitaient à un moment ou un autre chez nous au cours d'une année ont disparu. Depuis à peu près 1960. Que nous avons perdu environ la moitié de nos si chers papillons en seulement trente ans. Je vous fais grâce des amphibiens, des abeilles, des lucioles, des coquelicots, des saumons, de tant d'autres merveilles jadis omniprésentes dans la moindre campagne.

Ce qui nous manque, c'est le regard susceptible d'embrasser l'ensemble [...]

Et c'est bien pour cela qu'il sollicite toutes les bonnes volontés. La vie sauvage disparaît. À toute vibure. Je te donne des exemples tout simples pour t'inciter à

faire ainsi part de ce que tu as remarqué chez toi.

Quand j'étais gosse des dizaines de sauterelles prenaient la fuite à chacun de nos pas. Quand les moissons ont commencé à remplacer les sacs par le vrac des remorques, les tas de céréales étaient mouvants tant les sauterelles y étaient nombreuses. Petites et grises. Ou grandes et d'un vert émeraude magnifique avec des formes aérodynamiques fuselées par les meilleurs designers. Puis les pesticides sont arrivés dans ma campagne et voilà bien trois décennies que je n'ai pas vu une nuée de sauterelles. Au point de finir par douter de mes souvenirs d'enfance. L'été dernier je me baladais au milieu du Larzac, bien loin de toute culture industrialisée, et j'ai revu ces nuées de sauterelles qui fuyaient nos pas durant mon enfance.

Quand j'étais gosse je cueillais au printemps des brassées de fritillaires pintaques (une bulbeuse dont la fleur ressemble à une tulipe à damiers) qu'on trouvait à profusion dans les prés mouillés autour de chez moi. On y trouvait aussi les colchiques à l'automne. Après drainage le maïs et les céréales ont remplacé les prairies à fritillaires et à colchiques.

Quand j'étais gosse les moissons étaient fleuries en abondance. Connais-tu le joli mot messicoles ? Toutes ces plantes qui accompagnaient les moissons. Le coquelicot le disputait au bleuet. Il est devenu si rare de voir une nielle qu'on ne trouve plus guère que les botanistes pour connaître encore le nom de cette plante cosmopolite.

Quand j'étais gosse une seule virée entre chien et loup imposait de laver un pare-brise maculé de bestioles écrabouillées. Aujourd'hui laver ma voiture une fois l'an est suffisant et elle présente bien plus de restes d'hydrocarbures que de moustiques et papillons.

Dans mon message à Fabrice Nicolino, je serai plus précis avec lieux, communes et départements, et dates de toutes mes observations.

Photo glanée sur [Cailloux dans l'brouill'art](#).

## **Économies émergentes en déclin : Le ciel serait-il tombé sur la tête des nouveaux pays industrialisés ?**

par [Achraf Gaddes](#) mercredi 13 avril 2016

Vous rappelez-vous vos cours de géographie lors de vos années dans le secondaire ? Les marchés émergents étaient « la terre promise » des investisseurs, le salut de la croissance vieillissante des économies développées, le futur cheval de trait de l'économie mondiale. Mais à ce jour, les BRICS (Brésil, Russie, Inde,

Chine et Afrique du Sud) et leurs acolytes (Corée du Sud, Mexique, Indonésie, Turquie et Arabie Saoudite) ne sont pas au meilleur de leur forme. Le Brésil est entré en récession le 28 août dernier, la Russie est au bord d'une crise financière, la Turquie est en quasi guerre civile contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). L'Afrique du Sud est frappée de plein fouet par la chute des cours des produits miniers, l'Arabie Saoudite est ballotée par les cours du pétrole, la Corée du Sud (6ème exportateur mondial) a vu ses exports chuter de presque 15% en août dernier comparé à la même période l'année dernière, tandis que la croissance de l'Indonésie est au plus bas depuis 2009. Et à la barre de ce Titanic économique se tient la Chine. En proie à une chute de sa croissance, le pays fait face à la débandade de son marché des actions et à une possible crise de la dette publique de ses gouvernements régionaux. D'après le *Financial Times*, lors des treize derniers mois presque un trillion de dollars ont fui les marchés émergents pour aller se réfugier sur des marchés plus sûrs. Seuls le Mexique et l'Inde semblent avoir réussi à mitiger les dégâts. Le premier grâce à ses relations avec les Etats-Unis tandis que le second surfe sur la vague baissière des matières premières pour relancer son secteur manufacturier. De plus l'Inde a subi sa propre crise économique en 2013 et se trouve donc en plein dans le mouvement haussier de son cycle économique.

### **Une crise des exports**

La Chine et le cours des matières premières, particulièrement celui du pétrole, semblent être les coupables les plus évidents de la présente tourmente des marchés émergents. En effet quand le 3ème importateur mondial et premier importateur mondial de pétrole voit ses imports chuter de 15% en glissement annuel, on peut s'attendre à ce que les pays dont la croissance est basée sur l'export souffrent soudainement d'un large manque à gagner sur leur balance commerciale. La santé de l'économie brésilienne par exemple est inextricablement liée à celle de l'économie chinoise : ses imports, essentiellement des produits de bases, vers la Chine ont été multipliés par 44 entre 2000 et 2011 (*Valor Econômico*, 2012). Il n'est donc pas étonnant de voir les économies comme le Brésil ou la Corée du Sud chahutées par les récents déboires de l'économie chinoise.

### **La faute à l'or noir**

De son côté, la démarche chaloupée du cours de l'or noir semble être le résultat d'un puissant « bras de fer » entre les pays de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) et le reste des pays producteurs de pétrole. En effet le cartel pétrolier mené par l'Arabie Saoudite s'est engagé sur le sentier de la guerre en choisissant d'extraire un nombre record de barils par jour depuis le début du

crash pétrolier. Le but de cette manœuvre est de forcer les pays à hauts coûts d'extraction à réduire leur production afin que le cours du pétrole se rétablisse à des niveaux raisonnables tout en permettant aux pays de l'OPEP de conserver leur part de marché. Si cette stratégie commence enfin à porter ses fruits, elle est dévastatrice pour les gouvernements des pays émergents tel que le Kazakhstan et le Venezuela qui financent leur réformes structurelles avec leurs exports pétroliers. Plus grave, les bas niveaux des cours des matières premières exercent une forte pression baissière sur les devises des économies émergentes ce qui a pour effet d'accentuer la fuite des capitaux, augmenter les taux d'intérêts sur la dette souveraine, et de rendre les dettes publiques libellées en devises étrangères beaucoup plus chères.

En somme, même si la situation ne semble pas facile pour les économies émergentes, elle pourrait être bien pire : le bas prix du baril permet aux pays importateurs de pétrole de développer leur secteur manufacturier et force les autres à restructurer leurs économies sur un modèle plus sain que l'export de matières premières. La possible hausse des taux d'intérêts de la Réserve Fédérale américaine ce mois-ci pourrait par contre faire basculer cette situation précaire dans une véritable crise des marchés émergents, le sujet n'est donc pas clos.

## **Embourbés**

**avril 13, 2016/Articles des éconoclastes/par Thomas Veillet**

Je me rends compte que ça fait un moment que je râle. Je râle tout d'abord parce que je suis genevois et que si je ne râlais pas, j'aurais comme un problème de déséquilibre hormonal, mais en plus ces temps je râle parce qu'il ne se passe rien dans les marchés. Rien de digne d'intérêt en tous les cas. Je dois dire que, par moment, j'en suis à regretter la crise du subprime ou le dégonflement de la bulle internet. À cette époque, au moins y avait des trucs à dire.

Alors des fois, je me dis que j'exagère et qu'en fait il se passe plein de choses intéressantes dans le marché et que c'est juste moi qui regarde les choses du mauvais côté de la lunette. Mais ce matin, je viens de regarder un graphique du S&P500 et vous savez quoi ?

Depuis le 17 mars de cette année, soit près de 30 jours, on est coincé dans un range de 40 points. Autrement dit, l'indice américain ne FOUT STRICTEMENT RIEN et change de direction en moyenne....tous les jours.

Donc oui, je râle. Je râle parce que l'on est passé maître dans l'art de tourner la veste, de changer d'avis et de stratégie ou de stratégie et que chaque jour ce qui

nous déplaisait la veille, nous semble soudainement très cool... En fait on n'a aucune idée de quoi demain sera fait – ce qui n'est pas nouveau – mais en plus on est incapable d'avoir une vision un peu plus longue que le prochain levé de soleil. D'ailleurs, pour illustrer cela, il n'y a qu'à regarder la journée d'hier.

Gros titre de la presse ce matin :

**LE DOW JONES A EU SA MEILLEURE CESSION DEPUIS UN MOIS !**

Ouais.

Il est monté de 94 points. Ou 0.97%. Vous, je ne sais pas, mais moi j'ai connu des meetings sur les produit structurés, le tout en suisse allemand, qui étaient vachement plus excitants qu'une journée de hausse de 94 points sur le Dow Jones.

Pour faire simple : il ne se passe RIEN.

Ou alors pas grand-chose. Hier on s'est concentré sur les chiffres d'Alcoa qui étaient mauvais et qui n'on finalement surpris personne. Et puis on s'est excité sur le pétrole, parce que finalement, c'est le seul truc qui nous excite encore, et ceci, même si l'on n'y comprends plus rien depuis longtemps.

Oui, car figurez-vous que si le marché termine sur une excitante hausse de 94 points sur le Dow Jones, c'est surtout parce que le pétrole est passé au-dessus des 42\$ et que tout le monde s'emballe parce que l'on s'autorise à penser dans les milieux autorisés qu'un accord secret pourrait être conclu lors de la prochaine réunion de l'OPEP du 17 avril. On pense sérieusement que, cette fois c'est sûr, ils vont se mettre d'accord.

Et c'est globalement pour ça que le marché est monté hier.

Alors puisque le marché est monté de 94 points hier parce que le baril est monté de 5%, je voudrais juste me permettre une petite réflexion personnelle au sujet du baril de pétrole.

On a le temps, puisqu'il n'y a rien d'autre à dire, ni rien d'autre qui fait bouger le marché.

Le pétrole a donc « pris » 5% parce que l'OPEP va, enfin, pourrait – le conditionnel est très important – trouver un accord sur les quotas de production. Traduit en français, ça veut dire qu'ils pourraient se mettre d'accord pour fermer le robinet afin de maintenir le prix plus haut et d'encaisser plus d'argent au passage afin de pouvoir s'acheter des Porsche's, des Ferrari's et des Lamborghini's plaquées or un peu plus souvent.

Maintenant, je vais prendre un peu de recul et regarder ce qui s'est passé sur le

baril depuis 4 mois.

Tout d'abord il faut tout de même se souvenir qu'il y a 4 mois de cela, nous avons TOUS une certitude ; le JUSTE prix du pétrole était de 20\$. C'était LE COUP SÛR de l'année, il n'y avait qu'à se baisser pour encaisser le pognon et se doucher au champagne dès le lendemain.

À partir de là, en ce temps-là, le baril valait 25\$, on a commencé à entendre parler de la théorie des « milieux autorisés » qui pourraient se mettre d'accord afin de « fixer » le prix du pétrole « plus haut ». On est tous au courant du fait que c't'équipe – à l'OPEP – ils sont aussi amis que les supporters du PSG le sont avec ceux de Marseille. Autant dire que, bien que je n'aie jamais mis les pieds dans un meeting de ce genre, que l'amitié entre les peuple n'est pas ce que l'on doit ressentir le plus dans ce genre d'endroit. Donc déjà quand une bande de potes doit se mettre d'accord sur le choix du prochain bar dans lequel ils vont boire une bière, c'est compliqué, alors imaginez un groupe de types qui se détestent viscéralement qui doivent se mettre d'accord sur le prix du pétrole en essayant de faire plaisir à tout le monde et en ménageant les susceptibilités de chacun.

Je crois que même Tom Cruise et tout l'équipe de Mission Impossible 1,2,3 et 4, n'y arriveraient pas.

Toujours est-il – ET C'EST LÀ QU'ILS SONT BALAISES – que depuis que l'on « croit » qu'ils vont trouver un accord, le prix du pétrole est remonté de 25 à 42\$ ... Alors je ne suis pas « monstre » doué en maths, mais ça fait quand même une sacré belle hausse en termes de pourcent – alors oui, ce n'est pas encore 100\$ sur le baril, mais c'est quand même très très bien alors que l'on n'a TOUJOURS PAS trouvé d'accord et que la dernière fois que les Saoudiens ont proposé quelque chose aux Iraniens, ont leur a répondu qu'ils pouvaient aller se faire empapaouter chez les Grecs – et pas parce que les Grecs ont du pétrole.

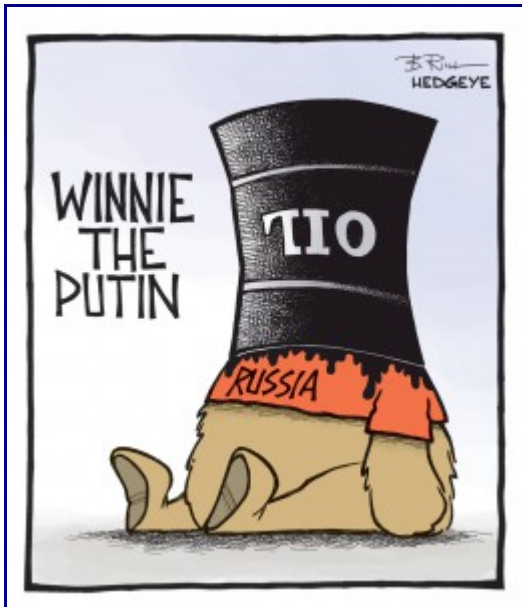
C'est dire si on est proche de trouver un accord.

**MAIS ILS SONT OÙ LES MECS AVEC LEURS TARGETS À 20\$ ?????**

**HEIN, ILS SONT OÙ ?????**

Mais moi je serais l'OPEP je m'en ficherais comme de ma première Mercedes 600 plaquée en platine, puisqu'en attendant, le pétrole, lui, il remonte. Et que nous, les pros de l'investissement, on trouve ça super-cool et super sain, puisque ça veut dire que l'économie va super bien, si le pétrole monte. Non ???





Enfin, cette théorie fonctionne jusqu'à que l'on se rende compte qu'un pétrole trop cher freine la croissance, mais ça on y reviendra plus tard, de toute manière on n'est pas équipé pour penser à plusieurs choses à la fois en ce moment.

Voilà. Donc hier le marché est monté parce que le pétrole montait, parce que si l'on parle au conditionnel, l'OPEP pourrait bien se mettre d'accord le 17 avril – ou pas. Ce qui nous donnera l'occasion de baisser demain parce que : « l'accord n'est pas encore complètement certain ».

Il ne se passe donc rien ou pas grand-chose et les indices sont plus ou moins là où ils sont depuis un mois. Ce matin le baril est à 41.73\$ et il est au plus haut de l'année et ma question est la suivante :

Pendant ce temps, l'or est à 1254\$.

Ce matin c'est la folie en Asie. Les chiffres du Trade Balance Chinois sont meilleurs qu'attendus. La Chine monte de 2%, Hong Kong monte de 2.4% et le Japon est en hausse de 2.5% et pas parce que le Trade Balance Chinois est meilleur que les attentes, mais parce que « un membre de la banque centrale du Japon a laissé entendre qu'ils pourraient encore assouplir la politique monétaire pour soutenir l'économie et donc, in-extenso, la bourse »... On se réjouit de voir jusqu'à quels niveaux de taux négatifs le Japon est prêt à descendre pour espérer voir leur économie commencer à tressaillir. C'est un peu comme quand le Dr Frankenstein a commencé à charger la créature en électricité pour essayer de le ramener à la vie.

La bonne nouvelle dans tout ça, c'est qu'à ce rythme-là, les banques vont commencer à vous prêter de l'argent en vous PAYANT des intérêts à vous



directement.

Bref, on dirait que tout va bien ce matin.

En première page du FT on apprend que l'optimisme revient sur le prix du pétrole. Ce qui ne réponds pas à ma question posée plus tôt :

**MAIS ILS SONT OÙ LES MECS AVEC LEURS TARGETS À 20\$ ??????**

Pendant ce temps, le FMI estime que si BREXIT arrive, cela pourrait être un « risque sévère pour l'économie » – en même temps, vu la tronche de l'économie en Europe, suis pas certain que ça change grand-chose. Quand votre voiture à les 4 pneus crevé, l'embrayage qui lâche et l'allumage qui ne fonctionne plus, le fait que soudainement vous vous rendiez compte qu'il n'y a plus d'essence, est, me semble-t-il, le dernier de vos soucis.

Pour le reste, ce matin on se demande si le « rallye du pétrole » a encore des jambes et ce que les chiffres de JP Morgan vont bien pouvoir nous apporter. La banque devrait publier avant l'ouverture et donner la tendance pour le secteur qui continuera de truster les places d'honneur le reste de la semaine, puisqu'il y aura encore Wells Fargo et Bank of America demain et Citigroup vendredi.



Côté chiffres économiques, nous aurons le CPI français et espagnol ainsi que la production industrielle européenne. Aux USA, nous aurons les nouvelles demandes d'hypothèques, le PPI, les Retail Sales et les inventaires pétroliers de l'EIA. Sur ces derniers chiffres, normalement les analystes devraient être faux pour la millième semaine consécutive. En fait, les analystes pétroliers qui publient une projection sur les inventaires pétroliers sont faux TOUTES les semaines depuis que les diplodocus, tyrannosaures et autres stégosaures se sont transformés en pétrole. C'est une sacrée constance.

Pour le moment, comme la Chine va soudainement mieux et que vendredi ils vont publier leur GDP – si ça se trouve ça va être une bonne surprise – sans compter que l'on se rapprochera du meeting de l'OPEP de leur fameux accord secret – les futurs sont enthousiastes ce matin. Ils sont en hausse de 0.3%. L'Euro/\$ rebaisse à 1.1366, le Yen vaut 108.92, le GBP se traite à 1.4266. Le Dollar/Suisse tient les

0.95 et s'échange à 0.9570 ce matin, l'Euro/Suisse est toujours dans le coma artificiel à 1.0878 et le rendement du 10 ans US est de 1.79%. Et puis si vous tenez VRAIMENT à acheter du Bitcoin, ça vaut 420\$.

Voilà. Encore une fois j'ai pensé à faire court... encore une fois j'ai échoué.

C'est tout ce que je pouvais vous raconter ce matin. Il me reste à vous souhaiter une belle journée et comme je suis en déplacement jusqu'à la fin de la semaine, je vous souhaite également un très bon week-end et on se retrouve lundi matin pour la suite des aventures de Tintin au pays de l'or noir.